

ISSN 2818-985X



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'économie et du travail**

Le vendredi 26 mai 2023 — Vol. 47 N° 17

Interpellation : Cinq ans d'échecs caquistes : le coût
de l'abandon des régions

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

2023

Commission de l'économie et du travail

Le vendredi 26 mai 2023 — Vol. 47 N° 17

Table des matières

Exposé du sujet M. André Fortin	1
Réponse du ministre M. Christopher Skeete	2
Argumentation	4
Conclusions M. Christopher Skeete M. André Fortin	16 17 18

Autres intervenants

Mme Sylvie D'Amours, présidente

M. Louis Lemieux
M. Mathieu Lemay
M. Sol Zanetti

Le vendredi 26 mai 2023 — Vol. 47 N° 17

Interpellation : Cinq ans d'échecs caquistes : le coût de l'abandon des régions*(Dix heures)*

La Présidente (Mme D'Amours) : À l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques. La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation du député de Pontiac au ministre responsable du Développement économique régional sur le sujet suivant : Cinq ans d'échecs caquistes : le coût de l'abandon des régions.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire : Oui, Mme la Présidente. Mme Boivin Roy (Anjou—Louis-Riel) est remplacée par M. Lemieux (Saint-Jean); Mme Boutin (Jean-Talon) est remplacée par M. Lemay (Masson); Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) est remplacée par M. Fortin (Pontiac); et M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) est remplacé par M. Zanetti (Jean-Lesage).

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Conformément à l'entente prévue pour la 43e législature, le deuxième groupe d'opposition interviendra lors des troisième et sixième séries d'intervention.

Nous allons débiter avec la déclaration d'ouverture. M. le député de Pontiac, vous avez 10 minutes pour votre allocution.

Exposé du sujet**M. André Fortin**

M. Fortin : Merci, Mme la Présidente. Bonjour à tout le monde. Messieurs dames, merci d'être d'être là avec nous. Cher collègue de Jean-Lesage, bonjour à vous.

Mme la Présidente, la raison pour laquelle on est ici ce matin, ce n'est pas par pur plaisir, ce n'est pas parce que ça me tentait, comme porte-parole en matière de développement régional, de dire au gouvernement qu'il n'est pas en train de faire sa job. J'aimerais bien mieux lui donner des compliments sur cette question-là. J'aimerais bien mieux pouvoir, ce matin, être ici avec vous et dire que le gouvernement fait son travail en matière de ruralité, qu'il a une réelle pensée pour la ruralité à travers les politiques publiques qu'il propose aux Québécois, aux Québécoises, qu'il nous propose, comme élus ici, en cette Chambre, que ça semble être une attention ou une préoccupation constante de la part des décideurs gouvernementaux, de la part des élus de la Coalition avenir Québec, mais ce n'est pas le cas. Mme la Présidente, ce n'est malheureusement pas le cas, et, au cours des prochains deux heures qu'on passera ensemble, je vais tenter de, d'abord, faire la démonstration qu'on a beau avoir un gouvernement qui est majoritairement élu par la ruralité au Québec, élu par des régions, qu'on a des représentants élus de la partie gouvernementale en ruralité, que les décisions de ce gouvernement-là, elles ne sont absolument pas en lien avec les priorités, les enjeux, les préoccupations, les dossiers, des projets des gens de ces régions-là.

Mme la Présidente, je n'ai pas à regarder bien loin pour me rendre compte du peu de préoccupations que le gouvernement de la CAQ offre aux gens des régions. Et là je le dis, Mme la Présidente, en tout respect pour le ministre qui est ici avec nous aujourd'hui, mais le ministre responsable des régions au gouvernement de la Coalition avenir Québec, c'est le député de Terrebonne. C'est le ministre du Développement économique, c'est le ministre qui est aussi responsable de Montréal. Déjà là, Mme la Présidente, peut-être qu'on a un enjeu, ministre responsable de Montréal et ministre responsable des régions en même temps, disons qu'il ne peut pas être la voix de la ruralité, de la pensée rurale, des projets ruraux en tout temps. Mais il n'est pas ici aujourd'hui, et, déjà là, Mme la Présidente, ça va me faire plaisir d'avoir un échange avec le député, le ministre, mais le fait qu'on décide, comme ministre, de se présenter ou pas à un exercice comme celui-là démontre très clairement le peu de préoccupations que ce gouvernement-là a pour des régions.

Et, quand je parle de régions, Mme la Présidente, là, je vais, tout au cours des deux prochaines heures, vous parler davantage de ruralité que de régions, parce que c'est deux choses différentes. Ce n'est pas vrai que, dans ma région, les gens du centre-ville de Hull pensent, agissent, ont les mêmes priorités que les gens de Maniwaki, de Fort-Coulonge ou de Fassett, ce n'est pas vrai. Alors, je vais vous parler de ruralité plus que de régions. Et, encore là, j'apprécie les collègues qui sont ici aujourd'hui, les collègues de Saint-Jean, le collègue de Masson, le collègue de Saint-Jean. Ce ne sont pas des députés issus de la ruralité. Saint-Jean, c'est une grande ville au Québec. Masson, c'est une couronne de Montréal.

La ruralité, Mme la Présidente, elle est largement, presque exclusivement, à l'exception de quelques collègues de la coalition... du Parti québécois et de moi-même, représentée par la Coalition avenir Québec. Alors, j'ai de la misère à croire qu'ils n'ont pas été capables de trouver quelqu'un issu de la ruralité pour venir parler de la ruralité, Mme la Présidente. Déjà là, c'est choquant, mais dans leurs actions au cours des dernières années... et on pourrait parler purement et simplement de développement économique régional, là, parce que je n'en ai aucun doute que c'est un dossier que le collègue d'en face connaît bien, mais la vitalité de notre ruralité, elle ne passe pas que par des enjeux de développement économique régional. On pourrait parler, oui, des pôles d'innovation en région qui ont été abandonnés, largement abandonnés par le gouvernement de la CAQ. Je n'ai qu'à regarder dans ma région, un abandon en deux temps, trois mouvements

après une promesse électorale grandiose, répétée, abandonnée, pas de pôle d'innovation pour l'Outaouais. D'accord, c'est leur choix, c'est leur priorité. C'est au détriment de notre région, mais c'est leur choix.

Mais je veux surtout lui parler aujourd'hui des enjeux autres que le développement économique régional, mais qui ont une incidence majeure sur la vitalité de notre ruralité. Je veux parler d'agriculture, de foresterie, des grands projets en région. Et, en matière d'agriculture, Mme la Présidente, vous allez convenir, là, que les paroles qu'on entend de la part du premier ministre, de la part du ministre de l'Agriculture, par rapport à la plus grande crise qu'on a vue en agriculture au cours des dernières années, la crise de l'industrie porcine, elles sont loin d'être rassurantes. Elles sont loin d'être ce que les producteurs ont besoin d'entendre. Elles sont loin d'être ce que les communautés rurales ont besoin d'entendre. Puis dans ce dossier-là, Mme la Présidente, là, moi, je sens une abdication totale de ses responsabilités de la part du ministre de l'Agriculture.

Sa job, son travail, c'est de s'assurer que nos producteurs peuvent vivre convenablement au Québec. Bien, aujourd'hui, les producteurs de porcs, notamment les producteurs de porcs indépendants, en fait, particulièrement les producteurs de porcs indépendants, ils perdent de l'argent à chaque fois qu'ils se lèvent le matin. Ça vous tente-tu, vous, de perdre de l'argent chaque fois que vous venez travailler? D'après moi, non. Mais eux, pour eux, là, à chaque fois qu'ils se lèvent le matin puis qu'ils disent : Une autre journée de travail, ils savent qu'au bout de la journée ils vont avoir moins d'argent dans leurs poches qu'ils en avaient quand ils se sont levés le matin. Ça, c'est décourageant pas à peu près, mais c'est la réalité qu'accepte le gouvernement de la CAQ, c'est la réalité qu'accepte le ministre de l'Agriculture qui est supposé défendre ces agriculteurs-là coûte que coûte, qui est supposé être celui qui fait la promotion de l'agriculture québécoise. Aujourd'hui, il fait la promotion de la décroissance économique des... pour des producteurs porcins et donc de la vitalité économique de beaucoup de régions au Québec.

On va parler de foresterie aussi, qui est au coeur... Moi, je viens d'une région forestière, entre autres. Il y a d'autres députés ici, il y a beaucoup de députés ici qui viennent de régions forestières et ils savent à quel point la forêt, elle est importante pour le coeur économique d'une région. Quand notre industrie forestière va bien, c'est tout le monde ou presque dans le village qui va bien. Puis quand l'industrie forestière va mal, bien, ça se reflète partout dans le village.

Au cours des prochaines années, là, on va frapper un mur au Québec à travers l'industrie forestière. On va frapper un mur, parce qu'aujourd'hui 35 % de nos peuplements forestiers sont en mauvais état. On ne les entretient pas. On ne fait pas le travail nécessaire pour qu'ils se régénèrent et qu'ils soient utiles, utilisables, appropriés pour l'industrie forestière dans quelques années. Puis des arbres qu'on plante, mais qu'on n'éduque pas, qu'on n'entretient pas, ça ne sert pas, en bout de ligne, à l'industrie forestière puis à la vitalité de l'industrie forestière au Québec.

• (10 h 10) •

Ça, c'est deux dossiers, Mme la Présidente, deux dossiers majeurs pour la vitalité de nos régions, mais on va passer, au cours des prochaines heures, projet par projet. Des grands projets au Québec, il y en a des grands projets au Québec, le gouvernement se targue de proposer des grands projets aux Québécois, mais les grands projets qui sont en milieu rural, ils n'avancent simplement pas. En fait, souvent, on a l'impression que c'est un pas par en avant pendant l'élection, deux pas par en arrière après l'élection.

On pourra parler du pont sur le Saguenay. On pourra parler de la Société des traversiers du Québec, on pourra parler du transport aérien régional. On pourra les passer un après l'autre, Mme la Présidente, les grands dossiers, là, qui touchent les régions et la ruralité au Québec, et la démonstration va être claire, à la fin de la journée, qu'on a un gouvernement qui a beau être élu par des gens en région, qui a beau être élu... avoir des représentants de la ruralité, que c'est un gouvernement qui pense comme la grande ville, que les grands décideurs au gouvernement, là, le ministre de la Santé, le ministre de... le ministre des Finances, le ministre du Développement économique, les gens qui ont beaucoup d'influence au gouvernement, là, ce sont des gens qui ont une pensée urbaine, Mme la Présidente. Ce ne sont pas des gens qui vivent la ruralité, ce ne sont pas des gens qui sont imprégnés de la ruralité, puis ça paraît dans leurs politiques publiques. Ça paraît dans les priorités du gouvernement, ça paraît de la façon que ce gouvernement-là traite les projets en région, ça paraît dans l'approche qu'ils ont par rapport à ces dossiers-là puis ça paraît dans les poches des communautés rurales partout au Québec, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci, M. le député. Maintenant, je cède la parole au ministre. Je vous... Vous disposez également de 10 minutes.

Réponse du ministre

M. Christopher Skeete

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Content de vous retrouver. C'est toujours une belle occasion de vous revoir. Chers collègues, notamment collègues de Saint-Jean, de Masson, merci beaucoup de vous rendre disponibles aujourd'hui pour nous aider dans cet exercice très important pour la démocratie. Cher collègue de Pontiac, content de vous revoir aussi. M. de Jean-Lesage, toujours un plaisir.

Bien, j'avais un texte, mais là... C'est saisissant, Mme la Présidente, parce qu'à entendre le seul parti qui est... bien, en fait, il y en a deux, partis, qui sont concentrés en milieux urbains, puis de se faire faire la morale par ces gens-là qui ne sont nullement... la confiance rurale, je trouve ça particulier, mais le collègue a raison, il est le seul à avoir un pied en région. Donc, il vit des réalités de région puis il peut parler de ce sujet-là parce qu'il connaît ça, il vient de là. Mais je vais vous dire, pour ce parti-là, pour le Parti libéral, de nous parler d'enjeux ruraux, c'est un peu comme un jeune, là, qui vient juste de lire un livre sur l'Italie, là, puis il essaie de nous dire à quoi ressemblent les montagnes de la Toscane, tu

sais. Ce n'est pas très crédible, parce qu'il parle, dans son libellé, de cinq années d'échecs caquistes, le coût de l'abandon des régions. Mais il oublie quelque chose de très important, il y a à peine six, sept mois, on était en élection, et les régions ont choisi de continuer avec le gouvernement. Alors, si ça allait si mal, je ne peux pas m'imaginer que les gens auraient redonné confiance en ce gouvernement.

On va continuer sur le dossier, par contre, parce que le collègue soulève indirectement l'absence de collègues issus de la ruralité, Mme la Présidente, mais c'est parce qu'ils sont dans un caucus, là, sur la ruralité pendant qu'on se parle. En ce moment, le caucus des régions est réuni pour jaser des enjeux régionaux. Alors, moi, je préfère de loin que ces gens-là travaillent et fassent avancer leurs dossiers et qu'on puisse arriver à un aboutissement, de faire décoller les projets en région. Je pense que leur temps est mieux utilisé là.

D'ailleurs, mon collègue le ministre de l'Économie, d'Innovation et d'Énergie est, lui aussi, en Mauricie, dans la région, pour faire des belles annonces économiques. Moi, tantôt, je quitte, je m'en vais à Shawinigan puis je m'en vais dans le comté de Champlain faire des annonces. Puis, la semaine dernière, je me suis retrouvé dans le comté de Johnson. Puis, la semaine d'avant, j'étais à Charlevoix. Je passe beaucoup de mon temps en région. En fait, la majorité de mon temps, durant ce mandat-ci, à date, a été passé en région, puis ça démontre, je pense, ça témoigne de la grande importance qu'on donne à nos régions.

Puis quand on dit que... cinq années d'échecs, mais ça, c'est... je trouve que ce n'est pas correct pour quelqu'un qui aspire au poste de premier ministre. Quand que je pense aux gens qui m'entourent ici aujourd'hui, les professionnels de la fonction publique, avec qui il va devoir travailler, là, si jamais son rêve est exaucé, là, de venir dire que leur travail ne compte pas comme ça, bien, je pense que ça n'augure pas bien pour la confiance du début de son rêve, là. Ça fait que moi, je l'inviterais à la prudence parce qu'il y a du bon travail qui se fait. Puis, vous savez, nos réalisations ne se comptent pas par une ou deux réussites, là. Nos réalisations se comptent par des succès importants en région, que ça soit la filière batterie de mon collègue, qui va venir redynamiser une région entière, que ça soit les nombreux investissements, notamment dans le secteur du collègue, là, qui ont... bien, qui ont augmenté de manière significative. Et je dois vous dire, c'est surprenant d'entendre qu'il n'a pas ressenti ces augmentations-là.

L'interpellation de ce matin me donne l'occasion de rappeler les nombreuses actions, justement, qui ont été prises par notre gouvernement, depuis 2018, pour accélérer le développement économique régional. Je veux commencer par Accès entreprise Québec. Ça, c'est 100 millions qu'on a mis sur cinq ans pour aider et accompagner les MRC, les entrepreneurs de toutes les régions du Québec, que ce soit pour accélérer le développement économique, que ce soit pour assurer que les entreprises ont accès à du soutien, que ça soit pour rendre disponible du capital de croissance et d'investissement de haute qualité comparable à d'autres régions et aussi respectueux de la spécificité régionale.

Ce n'est pas du «top-down», là. Quand on donne la responsabilité à nos MRC de faire des projets et on les finance pour le faire, on n'est nullement impliqué dans les décisions qui se prennent. On fait une reddition de comptes pour être sûr que l'argent des Québécois est bien dépensé, mais les MRC elles-mêmes décident. Il n'y a pas plus régional comme approche que ça. Et AEQ a permis l'embauche de 246 nouvelles ressources dans plus de 100 MRC. C'est une augmentation de 71 % du nombre de conseillers présents dans les MRC qui vont faire un accompagnement économique pour les entreprises en région. Puis ces ressources-là ont, comme je l'ai dit, comme mandat d'épauler les entrepreneurs dans leurs projets pour diriger les entreprises vers des programmes ou des services appropriés, faciliter les démarches de financement, un vrai accompagnement. Quand on dit qu'Accès Entreprise s'inscrit dans un continuum d'accompagnement pour les entreprises, bien, ça vient aussi en support d'Investissement Québec régional. Puis, grâce à la proximité de ces deux entités-là, les MRC et les organismes de développement économique sont à la porte d'entrée naturelle des entrepreneurs qui vont recevoir des services directement dans leur région selon leurs priorités établies par leurs pairs en région.

Pour assurer un meilleur arrimage entre les actions de notre gouvernement et les besoins réels de chacune des régions, bien, nos réalisations avec les MRC sont guidées par deux mots : la concertation, la collaboration. Pas la direction, notera le collègue. On travaille main en main avec les MRC et on leur accorde une grande confiance à leurs professionnels, bien sûr, qu'on a aidés à embaucher. En avril dernier, on a commencé un renouvellement des modalités de gestion pour le fameux FLI, le Fonds local d'investissement. Ça, c'est le principal outil de financement pour les MRC. Ça les aide, justement, à soutenir les entreprises et aider les entreprises qui sont présentes sur le territoire.

Puis avec les FLI, on réussit encore une fois à donner du capital d'investissement local. Encore une fois, il y a plein de start-up, des démarrages qui se font, comme on n'a jamais vu, des gens qui sont accompagnés. Et quand on combine cette aide là avec les FLS, bien, ça fait une aide qui peut aller jusqu'à 250 000 \$ d'argent, qui n'était pas disponible avant, avec un accompagnement par l'entremise de gens qui ont été financés, recrutés par les MRC... par le gouvernement du Québec et recrutés par les MRC. Puis c'est, bien sûr, des beaux projets qui vont être là, mais aussi, pendant la pandémie, l'agilité de ces programmes-là nous a permis de sauver les entreprises. Ça nous a permis d'être présents par l'entremise du PAUPME, de requalifier le FLI pour qu'il soit présent pour aider les entreprises. Puis on le voit, les données sont remarquables. C'est au Québec qu'il y a eu le moins de faillites post-COVID et pendant la COVID parce qu'on a accompagné nos entreprises.

Donc, je dois vous dire, l'interpellation de ce matin, elle est surprenante parce que si... il y a plein d'autres sujets que je pense où est-ce qu'on est beaucoup plus vulnérables, puis sur ce sujet là, je dirais que c'est un «home run». C'est un «home run». Tu sais, le collègue parle souvent de la santé. Il y a des vrais défis en santé, puis je pense qu'on gagnerait à parler davantage de la santé, mais en développement économique régional, collègue, avec les députés de force et de présence dans les régions, je vois mal qu'est-ce qui pourrait être fait de mieux. Puis avec «l'empowerment» qu'on a donné à nos différentes régions, avec le pouvoir de décision qu'on a donné à nos différents maires, préfets et les acteurs locaux de développement, je suis confiant qu'on va continuer de bien aider ces gens-là.

• (10 h 20) •

Rapidement, quand on parle des programmes que je viens juste d'annoncer, là, puis je pense que c'est important qu'on parle de chiffres, c'est 14 000 entreprises qui ont été soutenues par l'entremise du PACTE et du PAUPME. C'est 18 700 différentes aides financières ponctuelles qui ont été autorisées pour un montant qui s'élève à plus de 1,7 milliard dans différentes régions. Quand que je vois que le PACTE, à lui seul, a fait 1 700 différentes aides accordées pour un montant pour plus de 1,2 milliard, difficile de recevoir les critiques sur ce sujet-là.

Donc, Mme la Présidente, je vais... j'ai hâte d'entendre les échanges avec mon collègue. Je pense que c'est un collègue qui est rigoureux, qui veut, comme moi, la meilleure chose pour nos régions. Je ne suis tout simplement pas d'accord avec l'affirmation que les efforts du gouvernement du Québec, pendant les cinq dernières années, se résument en un échec. Je pense qu'on pourrait être beaucoup plus constructif dans la démarche et de voir qu'est-ce qu'on pourrait faire pour mieux faire, peut-être, jaser, puis je suis disponible quand il veut, mais de constater un échec, je ne l'achète pas, Mme la Présidente.

Argumentation

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci beaucoup. Maintenant, nous allons débiter la période d'échange. M. le député de Pontiac, vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Fortin : Merci. Merci, Mme la Présidente. Juste, est-ce que j'ai bien entendu le ministre nous dire que le ministre du Développement économique était en région ce matin? Parce qu'on est allés voir les agendas publics des membres du gouvernement, et vous savez il est où, le ministre du Développement économique? Il est à Montréal. Il a une annonce à Montréal, ce matin, et il fait une allocution à Beloeil cet après-midi. Il n'est pas à Trois-Rivières pantoute, du moins, c'est ce qui est rendu public par votre gouvernement. Enfin, Mme la Présidente, je ne suis pas surpris que le ministre responsable de Montréal soit à Montréal, c'est ça, sa job, mais il ne peut pas être à Montréal puis en région en même temps. Ça ne marche pas.

Alors, Mme la Présidente, un dossier, là, qui touche toutes les régions du Québec, c'est le dossier de l'agriculture... qui touche la ruralité partout, c'est le dossier de l'agriculture. Et là je vais vouloir entendre le ministre nous dire en quoi son plan, en ce moment, est en train d'aider l'industrie du porc au Québec, parce qu'il peut nous parler de tous les programmes de développement économique régional, là, puis je le sais qu'il s'est préparé pour ça, puis c'est correct, mais la ruralité, c'est plus que les programmes de développement économique régional. L'agriculture, c'est un enjeu majeur.

Dans la Capitale-Nationale, Mme la Présidente, la majorité ou la plus grande part des fermes, ce sont des fermes porcines. Dans Chaudière-Appalaches, c'est la même chose, c'est 30 % des fermes qui sont des fermes porcines, Chaudière-Appalaches. C'est une partie significative de l'économie en milieu rural. C'est le cinquième secteur d'exportation, tous, tous, tous dossiers confondus, l'industrie du porc au Québec. Alors, c'est un dossier incroyablement important pour nos régions.

Et là ce que le gouvernement est en train de nous dire, c'est, et ça, ça vient de la voix... directement de la voix du premier ministre, c'est que ça va prendre une réduction dans la production porcine au Québec, c'est-à-dire on va devoir fermer des productions de porcs au Québec. Le problème, Mme la Présidente, au-delà de cet abandon, au-delà du fait qu'on ne se bat pas pour protéger notre industrie, pour lui trouver des nouveaux marchés, le problème, c'est que c'est fait, en ce moment, là, pas de la bonne façon non plus.

Même si on acceptait le constat, ce qu'on n'acceptera pas, je vous le dis tout de suite, si on acceptait le constat que c'est inévitable qu'il faut fermer des fermes, il n'y a absolument rien, Mme la Présidente, qui est mis en place pour que les producteurs de la relève, ceux qui font les investissements importants dans le bien-être animal, ceux qui font les choses parfaitement avec les plus hauts standards, ceux qui peuvent être en affaires pendant les 30, 40 prochaines années, ceux qui viennent de reprendre la ferme familiale puis qui arrivent avec de l'innovation, avec des nouvelles façons de faire, qu'eux puissent rester en affaires. Eux, là, ils sont encore plus vulnérables que la ferme qui est en opération depuis 30 ans, que celui qui approche la retraite parce qu'ils font face à des... un, des immenses taux d'intérêt, en ce moment, qui viennent les affecter très directement, et deux, Mme la Présidente, ceux qui sont en région, là, ceux qui ne sont pas accotés sur les usines de transformation, ça leur coûte un coup immense en transport en ce moment, et il n'y a absolument aucune aide, absolument aucune aide, de la part du gouvernement, pour ces producteurs-là.

Puis la dernière fois, Mme la Présidente, que je me suis assis avec des producteurs de porcs en région, vous savez quoi? Ils ne sont pas venus tout seuls. Il y avait les acteurs économiques de la MRC qui étaient là parce qu'ils savent à quel point l'industrie porcine, elle est majeure pour l'économie des villages au Québec. Ils sont venus avec des représentants de commerces, des industries agricoles, des gens qui vendent des tracteurs, qui vendent des appareils agricoles, qui vendent de l'équipement, parce que ces gens-là, l'ensemble des communautés d'affaires dans nos villes et villages comprennent l'importance de l'industrie porcine, comprennent que l'ensemble des agriculteurs autour d'eux vivent de cette industrie-là aussi.

Alors, que le gouvernement nous dise simplement : Bon, bien, il n'y en a pas, de programmes, fermez, c'est ça qui va être ça, bon, puis c'est correct, vous allez continuer d'avoir à peu près 20 \$ du cochon de moins qu'en Ontario en ce moment... C'est ça qui est ça. Le coût du diesel, Mme la Présidente, il est le même. Sinon, il est plus cher au Québec. Comment le gouvernement peut se dire un gouvernement des régions quand il se lave les mains de cette industrie-là, quand il dit à une industrie, qui est la cinquième plus grande industrie d'exportation au Québec, qu'il ne va rien faire pour les aider, quand il regarde les producteurs dans les yeux puis il dit : «Too bad», organisez-vous?

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci beaucoup. Je cède maintenant la parole au ministre. Vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. On voit que le sujet de l'économie est large, hein? Ça touche le développement économique régional, ça touche des dossiers d'agriculture. On peut même parler de culture et de tourisme dans le domaine économique. Le collègue a raison, il y a des défis, actuellement, dans le domaine de l'agriculture, c'est clair. Mon collègue le député de Johnson, le ministre de l'Agriculture, en parle souvent. Il se fait souvent questionner par le collègue au salon bleu à ce sujet, et il tente de le convaincre qu'on travaille, justement, avec l'industrie pour qu'ils arrivent à une solution qui est la leur et qui va leur permettre de passer à travers un changement de marché.

J'inviterais mon collègue, s'il a le goût de jaser d'agriculture plus précisément, de convoquer mon collègue qui est toujours disponible pour répondre à des questions à ce sujet. Puis moi, ça me ferait plaisir d'être présent, s'il tient absolument à avoir un volet économique, pour voir qu'est-ce qu'on peut faire aussi, parce que les discussions ont lieu, Mme la Présidente, entre moi, mon collègue le député de Terrebonne, le député de Johnson, justement, comment on fait pour aider les différents acteurs du domaine de l'agriculture à passer à travers ça.

Puis on ne reste pas les mains croisées. Il y a plein de programmes gouvernementaux qui existent pour aider, que ça soit le repreneuriat... Dans le domaine du repreneuriat, il y a des sous qui sont disponibles, par l'entremise d'Investissement Québec, pour aider ces entreprises familiales à être transférées. Il y a des programmes qui existent aussi ou, s'ils n'existent pas, bien, on va le regarder, voir si on peut... on ne peut pas en créer pour les aider, parce que, Mme la Présidente, c'est important, cette industrie-là. Alors, moi, ça me fait plaisir de m'asseoir avec le collègue, avec le collègue de l'Agriculture, avec le collègue aussi économique, puis on va trouver des solutions. Puis, s'il y a des bonnes idées, il n'y a personne qui est trop bon pour recevoir des bonnes idées, Mme la Présidente.

Revenons un peu sur les commentaires, tantôt, parce que j'ai encore de la misère avec l'affirmation du collègue sur les cinq années, là. Je ne veux pas dire que ça m'irrite, c'est peut-être trop fort, mais ça me dérange parce que... ça me blesse. Ça me blesse, parce qu'on se réveille le matin pour avoir un impact direct chez les gens. Puis moi, quand je fais mes tournées, quand je rencontre les maires, les préfets, les personnes ressources, tu sais, les personnes clés, qui ont souvent été embauchées par nous grâce à des fonds d'Investissement Québec et des fonds du gouvernement du Québec, bien, on se fait souvent dire par ces gens-là à quel point l'aide est appréciée, à quel point que, finalement, il y a un gouvernement qui comprend la réalité des régions.

• (10 h 30) •

Puis, tu sais, quand je pense à ce qui était là avant, avant, on avait les CLD, en 2014, puis c'était le gouvernement du collègue, là, quand que lui était ministre. Il était assis autour de la table, Mme la Présidente. Bien, ils ont aboli les CLD. On est en 2023. On m'en parle encore. M. Skeete.... Je ne suis pas supposé dire mon nom. M. le député de Sainte-Rose, comment ça se fait qu'ils ont aboli ça? On paie encore le prix de ça puis on a encore un rattrapage. Une chance que vous êtes arrivés avec les fonds locaux d'investissement pour nous aider, une chance que vous avez Accès entreprises Québec pour ça, une chance que vous avez déployé les agents de maximisation dans certaines régions pour nous aider à combler ce vide laissé, entre autres, par le gouvernement Couillard. Puis le collègue était là. Lui, il a signé, là. Le député des régions, là, le porte-parole régional, des enjeux... des enjeux régionaux aujourd'hui, là, il était là quand ils ont aboli les CLD, puis ils l'ont fait quand même, puis on en parle encore. On en parle encore neuf ans plus tard. Donc, moi, je suis convaincu que les actions qu'on prend aujourd'hui en matière de développement économique sont structurantes, puis sont non seulement structurantes, sont appréciées, puis on va continuer à le faire parce qu'à toutes les années... Si vous regardez le dernier budget, là, il y a des sommes significatives qui ont été accordées pour le développement régional, puis on va en faire plus encore parce qu'on y croit, Mme la Présidente, puis parce que les collègues qui sont autour de notre table, quand vient le temps de parler des régions... mais ils se lèvent, puis ils parlent, puis ils le disent à voix haute que c'est important, les régions, puis c'est impossible de ne pas les entendre parce qu'ils sont tellement proches de leurs milieux. Ils nous disent c'est quoi, la réalité. Quand ils viennent me voir, les députés du Bas-Saint-Laurent, ils viennent en gang puis ils nous disent : Monsieur... Cher collègue... je ne sais pas quoi dire, le nom, cher collègue, c'est important, cet enjeu-là. Qu'est-ce qu'on peut faire pour le faire débloquent puis comment qu'on peut faire pour avancer? Puis chaque région est capable de faire ça, et ils ont leur voix à l'intérieur du gouvernement, et nous, on les écoute. Alors, moi, je ne suis pas gêné du bilan qu'on a, Mme la Présidente, en matière de développement économique régional.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au député de Saint-Jean pour une période de cinq minutes.

M. Lemieux : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Il est de tradition, particulièrement dans les interpellations, puisque notre tour vient un peu tard, de saluer les collègues. Mais avant, je voudrais vous dire que je me suis retenu à deux mains deux fois plutôt qu'une pour ne pas faire d'appel au règlement 35.6°, c'est clair. C'était tellement clair, parce qu'on n'a pas le droit de souligner l'absence d'un collègue, mais je suppose qu'il fallait que ce soit dit. Le collègue de Pontiac a tellement d'expérience, il aurait pu le dire autrement, mais, de toute façon, je considérais que, dans une interpellation, c'était peut-être mieux de ne pas commencer à jouer au règlement dans les deux premières minutes de votre interpellation.

N'empêche qu'il m'a aussi interpellé directement. Alors, avant de répondre à cette... pas moi comme interpellation, mais à m'interpeler en disant que Saint-Jean, ce n'était pas de la campagne, puis ce n'était pas rural, puis ce n'était pas régional. Même chose pour vous, c'est ça? Je veux lui répondre, mais d'abord je salue les collègues. Je les remercie de passer ce merveilleux vendredi matin avec nous ici, au salon bleu, parce que... ne vous inquiétez pas, la fin de semaine va être magnifique, on va pouvoir en profiter demain et dimanche si, comme moi, vous avez plein d'activités dans le comté qui vont vous permettre d'en profiter en plein air.

Donc, oui, M. le député de Pontiac, Saint-Jean-sur-Richelieu, c'est une grande ville. En fait, c'est une ville de 100 000 habitants depuis le mois de décembre, ce qui a ses avantages et ses inconvénients puisqu'il faut refaire beaucoup de choses quand on franchit la barre des 100 000. Mais le chiffre n'est pas tellement important. En fait, oui, il y a un chiffre qui est important. Le comté de Saint-Jean, M. Pontiac... M. le député de Pontiac, est à plus de 70 % agricole. C'est le comté, là, là où je suis élu. En fait, je n'ai même pas toute la ville de Saint-Jean tellement elle grande et tellement... Elle traverse le Richelieu de l'autre côté. Mais, de mon côté du Richelieu, le comté de Saint-Jean, un des plus vieux au Québec, compte, encore à ce jour, plus de 70 % de terres agricoles. Alors, je suis capable de parler d'agriculture et je suis capable de parler aussi de foresterie parce que j'en ai. D'ailleurs, là où j'en ai le plus, c'est à Saint-Blaise. Saint-Blaise, c'est 100 % agricole, forestier et touristique et c'est une belle petite municipalité comme on les aime tant dans le Québec rural, et comme je l'apprécie tant et que je connais tant.

Parce que, vous savez, on arrive ici aujourd'hui dans un comté, mais j'ai passé huit ans au Saguenay—Lac-Saint-Jean, avec son chapelet de villes et de villages autour du lac, puis on compte aussi tout le Bas-Saguenay. Je peux vous parler de la Gaspésie de long en large, et, ça aussi, c'est très rural. Donc, ce n'est pas une question d'où on met les pieds dans notre bureau de comté autant que ce qu'on est quand on arrive ici. Et c'est pour ça que j'ai accepté avec plaisir l'invitation de mon caucus de venir vous rencontrer ce matin et parler d'économie des régions.

Une petite parenthèse sur la Montérégie. C'est ma région administrative, et ma région, le Haut-Richelieu, bien là, vous passez de 70 % à 90 % facilement en agriculture.

Bref, vous avez parlé du pont du Saguenay tantôt. J'espère que vous allez y revenir avant que ce soit terminé, cette interpellation, parce que je meurs d'envie d'en parler. Vous savez, j'étais journaliste là-bas au moment où on a commencé vraiment à en parler sérieusement et j'espère que je verrai de mon vivant et que je le traverserai un jour, ce fameux pont qui enjambera le Saguenay entre Baie-Sainte-Catherine et Tadoussac. C'est un projet porteur, et, quand on parle d'économie régionale, ça fait effectivement partie des priorités pour cette partie du Québec. Je pourrais parler aussi de transport aérien, mais ça, on a pas mal fait ce qu'on avait à faire l'année dernière. Ce n'est pas facile dans les circonstances, en particulier pour les régions excentriques, mais on va y arriver. C'est un défi pour tout le monde, pas seulement au Québec.

C'est malheureux parce que le ministre est revenu sur les CLD, c'est ce que j'avais écrit dans mes notes, évidemment. Mais, vous savez, les pôles d'innovation, que vous nous accusez d'avoir abandonnés... moi, j'ai été voir le programme Accord. Le programme Accord, ça, c'est un des programmes dont je voulais parler ce matin, mais c'est des antennes régionales, c'est gagnant. Le programme Accord, c'est vraiment les pôles, avec un autre nom peut-être, comme on le fait souvent puis qu'on rafraîchit, mais Accord consolide des secteurs d'activité économique essentiels pour les régions en entreprenant des actions orientées vers des projets d'affaires structurants. Les intervenants économiques et sociaux d'une région se définissent une stratégie commune et mettent en place les conditions indispensables.

O.K. Le mot «pôle» revient moins souvent que dans le temps, mais essentiellement, c'est là. Il y a aussi les zones d'innovation dont je vais vous parler au cours de cette interpellation, parce que, pour moi, c'est très important, les zones d'innovation. Il y en a une qu'on essaie de faire naître dans ma région, dans le Haut-Richelieu, une zone d'innovation en sécurité civile et publique, et je vais vous raconter l'importance que ça a eue déjà, et que ça aura, je l'espère. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Nous allons maintenant débiter la deuxième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Pontiac.

M. Fortin : Mme la Présidente, j'avais une série de blocs prévus. On fait ça, on se prépare pour les interpellations puis on se prépare une série de sujets bien arrêtés. Mais l'absence totale de réponse par rapport aux producteurs porcins du Québec... le ministre en face, je comprends que ce n'est pas le ministre responsable du développement économique régional, mais il semble avoir bien assimilé les programmes du développement économique régional, de s'être préparé pour ça. Alors, je ne peux pas croire qu'on est incapable, aujourd'hui, de saisir, de comprendre, d'expliquer ce qui est disponible aux producteurs porcins. Si le gouvernement croit en sa stratégie, là, il devrait être capable de nous l'expliquer de façon assez simple.

Mais je vais vous le dire, Mme la Présidente, pourquoi ils sont incapables de le faire. C'est parce qu'il n'y en a pas, de programme, pour les producteurs porcins en ce moment. C'est parce qu'il n'y en a pas, d'aide, pour les producteurs porcins en ce moment. C'est parce que le gouvernement, par la voix du premier ministre, a accepté de simplement dire : Bien, il va falloir réduire notre production. Ça, ce que ça veut dire, c'est : Bah! Il va falloir réduire le nombre de fermes. Bah! Il va falloir qu'il y ait des producteurs agricoles qui ferment, qui cessent leurs opérations, qui mettent la clé dans la porte, qui passent à autre chose dans leur vie, qu'ils aillent travailler ailleurs, qu'ils lâchent un milieu qu'ils aiment, qu'ils abandonnent la ferme familiale, qu'ils abandonnent ce que leurs parents, leurs grands-parents leur ont légué, qu'ils abandonnent leur mode de vie. Ça, c'est ce que le gouvernement de la CAQ a choisi d'offrir aux agriculteurs, aux producteurs de porcs indépendants, entre autres, du Québec.

Le ministre de l'Agriculture, hier, là, il s'est pété les bretelles à propos de son programme d'aide pour les fermes pour faire face à l'inflation, hein? Il s'est pété les bretelles. Il a étiré l'élastique au bout de ses bras, tellement il voulait en faire la démonstration. Le problème, c'est que, quand on fait ça, Mme la Présidente, ça fait mal quand ça revient. Le programme qu'il a mis en place, là, il n'est pas disponible aux producteurs de porcs. Oui, oui, ils peuvent appliquer, mais il a mis des critères financiers qui font en sorte qu'il n'y a pas un producteur de porc indépendant qui peut avoir accès à ce programme-là, pas un.

• (10 h 40) •

Mme la Présidente, leur stratégie, là... En fait, non, je vais le prendre d'un autre bord. Si vous êtes producteur de porcs au Québec aujourd'hui, ce que le gouvernement du Québec vous dit, c'est : Vous avez deux choix. Vous allez vivre avec l'entente entre les producteurs et les transformateurs et vous allez perdre de l'argent. Ça, c'est le choix numéro un. Levez-vous le matin le matin, allez travailler, perdez de l'argent. Choix numéro deux : Perdez votre ferme, fermez votre ferme, passez à d'autres choses, faites autre chose de votre vie.

Mme la Présidente, ce n'est pas un choix acceptable. Ça, c'est des gens qui croient en leur milieu, qui croient en leur mode de vie, qui veulent simplement vivre leur rêve d'être producteurs, comme leurs parents l'ont été, comme leurs grands-parents l'ont été, comme leurs voisins l'ont été. Puis aujourd'hui, ils se lèvent en regardant le compte de banque puis ils se disent : Je ne peux pas continuer comme ça, j'ai besoin de l'aide de mon gouvernement. Il est où, mon gouvernement? Puis ça, c'est la vitalité économique de nos régions.

Je ne peux pas croire que quelqu'un responsable du développement économique au gouvernement de la CAQ est incapable, aujourd'hui, de nous dire une stratégie, pour ces gens-là, autre que : Fermez vos portes. En fait, Mme la Présidente, je ne l'accepte pas. Les producteurs de porcs ne l'acceptent pas. Vous savez qu'est-ce qu'ils sont en train de faire aujourd'hui? Il y a des producteurs de porcs, en Beauce, la semaine dernière, qui ont fait une sortie publique en disant : Si le gouvernement n'est pas capable de nous aider, bien, qu'il nous laisse donc se prendre en main nous autres même, on va en trouver, nous autres, des acheteurs. On a trouvé aux États-Unis, on va mettre de côté peut-être la mise en marché collective, s'il faut, mais on est capables de faire ce que le gouvernement ne veut pas faire pour nous autres.

Mme la Présidente, ce n'est pas une solution idéale, ce n'est pas comme ça que ça devrait marcher, mais c'est le dernier recours. Vous les avez mis au mur, ces gens-là, et là ils n'ont d'autre choix que de se prendre en main eux autres mêmes, que d'essayer de trouver des solutions eux autres mêmes. Pouvez-vous, s'il vous plaît, aider les producteurs de porcs? Ce n'est pas normal.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au ministre.

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Écoutez, le collègue en face a énormément d'expérience. Je comprends que, quand on est dans l'opposition, on doit porter plusieurs dossiers, mais ce que je constate, ce matin, c'est que le collègue a peut-être convoqué le mauvais ministre, là. Moi, s'il veut parler d'agriculture, je pense qu'il aurait dû convoquer le ministre de l'Agriculture.

Par contre, moi, je suis très bien préparé pour parler de l'investissement régional. Puis je ne comprends pas pourquoi il veut me ramener sur un terrain qui n'est pas en lien avec le sujet du jour, mais ça me ferait plaisir de le mettre en contact, là, s'il a besoin du numéro de téléphone du collègue de Johnson, peut-être il l'a perdu ou, tu sais... Je ne comprends pas pourquoi qu'on est ici pour parler de ça, puis ça, c'est sans enlever la grande importance du sujet, là. Tu sais, le collègue a raison d'avoir des questions et de vouloir faire son travail de député, là, mais je constate qu'il a peut-être convoqué la mauvaise personne.

Vous savez, Mme la Présidente, dans le développement économique régional, quand on pense aux investissements qui ont été faits à l'extérieur de Montréal, hein, parce qu'il ne faut pas oublier, l'interpellation de ce matin, c'est le cinq ans d'échecs pour les régions, bien, c'est 58 % des investissements qui ont été faits à l'extérieur de Montréal, puis quand on enlève Laval, la Montérégie. Parce que le collègue voulait évoquer la grande région de Montréal tantôt, mais c'est 42 % des montants, qui ont été donnés par Investissement Québec dans différents programmes, qui ont été accordés à l'extérieur de la grande région métropolitaine de Montréal. Puis ça, là, 42 %, ce que ça veut dire, ça, c'est 2,54 milliards, milliards, G, là, de dollars qui ont été accordés dans différentes régions du Québec grâce à ce gouvernement, grâce à la vision de développement économique régional que nous, on a. Je pense que ça, c'est important, puis ça, c'est sur un an.

Alors, j'aimerais aussi revenir sur des faits aussi qui sont, bien, assez saisissants, là, parce que le collègue vient nous dire, ce matin, que c'est cinq années d'échecs, là. Cinq années d'échecs, moi, je ne suis pas sûr que j'achète ça. Quand on regarde les investissements qui ont eu lieu par les fonds propres d'Investissement Québec, juste dans le Bas-Saint-Laurent, c'est une augmentation de 76 %. Depuis le moment où le collègue était au gouvernement et aujourd'hui, c'est 76 % d'augmentation d'investissements dans le Bas-Saint-Laurent. Ça représente, Mme la Présidente, une augmentation... bien, on est passés de 52 millions à 92 millions d'investissements dans le Bas-Saint-Laurent. Puis, quand on regarde la moyenne des dossiers, là, on est passés, là, de 56 dossiers par année en moyenne à 103. Ça fait que ça, ça veut dire qu'on amène des dossiers davantage puis on les finance plus. Non seulement, là, on va... on est plus ambitieux dans la manière qu'on va chercher les dossiers, mais rendu là, on va en tirer plus puis on les finance davantage.

Quand je regarde dans la région du collègue, dans la région du collègue, il se faisait en moyenne 40 dossiers par année. Depuis que notre gouvernement est arrivé au pouvoir, c'est presque 60 dossiers par année qui se font. C'est une augmentation de 307 % dans sa région, dans sa région, d'investissements, puis, encore une fois, là, Mme la Présidente, on tire des dossiers. Non seulement on a augmenté le nombre de dossiers, mais on a augmenté le montant moyen de financement pour aider nos régions.

J'en ai d'autres comme ça, Mme la Présidente. Je vais parler de Laval, parce que Laval aussi, c'est une région. Je sais qu'il y a des gens qui veulent dire que c'est Montréal, mais je persiste et signe que ce ne l'est pas. 132 % d'augmentation de financement. Quand on veut parler aussi, peut-être... J'en ai tellement, là, je ne sais pas où commencer, là. En Estrie, 75 % d'augmentation de financement. En Estrie, Mme la Présidente, on est passé de 108 dossiers en moyenne à 168 dossiers en moyenne. Ce n'est pas rien, ça. Ça, c'est des entreprises. C'est des investissements qui sont faits directement en lien avec des entrepreneurs en besoin pour non seulement hausser le nombre de dossiers, mais augmenter le montant d'investissement qu'on fait par dossier.

Alors, moi, je suis très fier de qu'est-ce qu'on fait dans le développement régional. Puis j'invite encore une fois le collègue, s'il a le goût de jaser avec mon collègue, peut-être qu'il a perdu le numéro de téléphone du député de Johnson, ça me ferait plaisir de le mettre en contact. J'ai son adresse courriel aussi, s'il veut. Ça va me faire plaisir.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au député de Masson. La parole est à vous.

M. Lemay : Merci, Mme la Présidente. Vous savez, d'abord, j'aimerais répondre au député de Pontiac que, bien entendu, nous sommes ici pour parler de l'interpellation du sujet du jour qu'est le coût de l'abandon des régions.

Puis j'aurai plein de statistiques à mentionner, mais je ne suis pas le ministre de l'Agriculture, moi non plus. Ce n'est pas moi qui est l'expert dans le domaine porcin. Mais ce que je peux vous dire, par contre, c'est que nous, au ministère de l'Environnement, parce que je suis adjoint au ministre de l'Environnement, on a quand même mis en place un projet de règlement pour soutenir les agriculteurs, justement. C'est un projet de biométhanisation des lisiers qui est admissible à la délivrance de crédits compensatoires. Je ne sais pas si le député de Pontiac est au courant de ça, mais c'était en consultation du 5 avril au 22 mai. La concertation vient de se terminer.

Donc, les agriculteurs pourront se qualifier en vertu du marché du carbone que nous avons avec la Californie, le SPEDE, pour justement avoir des crédits compensatoires admissibles qui seront une bonification à leur exploitation. Donc, il y a des démarches qui sont faites quand même. Pour le reste, je laisserai le ministre de l'Agriculture en mentionner davantage, mais je voulais juste mentionner qu'il y avait tout de même des choses qui sont faites, si on peut rassurer le député de Pontiac.

Et vous savez, si on veut parler de qu'est-ce qui se passe au niveau de qu'est-ce qu'on... qu'est-ce qu'il y a en économie pour les régions, moi, je ne crois pas qu'on... Moi, je ne crois pas qu'on a abandonné les régions. Moi, je crois qu'on soutient les régions, Mme la Présidente. Vous savez, là, ce qu'on a fait, nous, en 2019, on a annoncé la transformation du modèle d'affaires d'Investissement Québec afin d'en faire un principal levier d'action sur le terrain en matière de développement économique. Et ce qu'on a fait, c'est qu'on a inclus près de 400 ressources supplémentaires à travers tout le réseau d'Investissement Québec, à travers chacune de nos régions, pour devenir la porte d'entrée pour toutes les entreprises qui veulent s'installer.

Donc, maintenant, c'est plus facile, plus facilitant pour les entreprises qui peuvent aller dans leurs centres, en région, et puis aller... avoir accès à ces ressources-là. Ce sont près de 130 experts des bureaux régionaux du MEII qui sont dans le réseau d'IQ en région, qui font passer plus de... à plus de 300 le nombre. Donc, dans le fond, on est installés dans 23 villes. Et moi, je crois personnellement... En fait, tous les entrepreneurs qui m'approchent dans ma circonscription, qui ont besoin d'aide, on les réfère et ils en ressortent gagnants parce qu'ils sont bien accompagnés.

Vous savez, on a aussi 17 comités de développement régional dans chacune des régions administratives, qui regroupent chacun une douzaine de membres représentatifs de l'économie locale, et qui sont des acteurs du milieu des affaires et du développement économique, et aussi des experts d'Investissement Québec et du MEII. Donc, je crois que ces professionnels-là n'étaient pas là auparavant. Ils ont été ajoutés et ils accompagnent nos entrepreneurs.

Ce que je pourrais vous parler aussi, Mme la Présidente, c'est qu'on a mis en place un plan de relance des exportations qui inclut aussi les nouveaux programmes de financement qui sont destinés aux entreprises à travers le Québec puis qui vise à accroître les exportations internationales puis les échanges interprovinciaux. Et ça, c'est une entente qui a été établie, Mme la Présidente, en 2021 entre le réseau des organismes régionaux de promotion des exportations, ce qu'on appelle l'ORPEX, et Investissement Québec international, qui permet d'assurer une meilleure prise en charge des projets des entreprises exportatrices.

• (10 h 50) •

Ce que je peux vous dire aussi, Mme la Présidente, c'est que le 31 mars 2023, tout récemment, là, les équipes d'Investissement Québec d'accompagnement à l'exportation, ils ont déployé 3 910 accompagnements d'entreprises partout au Québec, qui souhaitent étendre leurs exportations à l'extérieur, dans d'autres marchés. Et puis, avec l'appui des délégations du Québec à l'étranger, on en a plusieurs, j'ai eu la chance d'en visiter quelques-unes, Mme la Présidente, aux États-Unis, bien, le soutien qui est apporté aux exportateurs québécois cette année leur a permis de générer 3,1 milliards de ventes sur les marchés étrangers durant l'exercice terminé le 31 mars 2023. Ce n'est pas rien. Si on se compare à l'exercice 2018-2019, c'était 1 milliard. Donc, il y a un accroissement de nos exportations, Mme la Présidente.

Ce que je pourrais vous mentionner aussi, c'est que, lorsqu'on poursuit ces démarches-là pour attirer aussi des investissements directs qui proviennent de l'étranger au Québec, et ce, partout en région, bien, ces activités de prospection là qu'on fait pour les investissements directs et d'accompagnement des filiales des sociétés étrangères, bien, ça a permis de concrétiser 125 projets dans nos régions, qui ont permis de générer 6 milliards d'investissements sur le territoire québécois, comparativement, encore, à l'exercice 2018-2019, 2,3 milliards. Donc, il y a un accroissement, Mme la Présidente.

Ce que je pourrais vous mentionner aussi au niveau du réseau Accès Entreprise Québec, bien, ça vise à renforcer les services d'accompagnement qui sont offerts aux entrepreneurs puis aux entreprises dans chacune des régions. Bien, on accélère toujours le développement économique régional. On a 97,5 millions sur cinq ans, 90 millions qui étaient pour embaucher au moins deux ressources par MRC, soit un montant maximal de 900 000 \$ par MRC. Vous savez, dans la MRC Les Moulins, notre développement économique, je l'ai mentionné tout à l'heure, on réfère les gens à Investissement Québec, on réfère les gens directement à la MRC. Ça fonctionne. Les entrepreneurs nous reviennent puis ils nous disent : Merci pour cet accompagnement-là, on est satisfaits, ça nous permet de lancer, ça nous permet d'avoir des accroissements.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Nous allons maintenant débiter la troisième série d'interventions. Je cède la parole au député de Jean-Lesage.

M. Zanetti : Merci, Mme la Présidente. Alors, je vais commencer avec... bon, je vais faire un préambule un peu long. Vous allez vous demander pendant quelques instants : Mais où ça s'en va? Mais rassurez-vous, faites-moi confiance, ça mène toujours quelque part de pertinent.

La devise du Québec, c'est *Je me souviens*, et je trouve important de le rappeler parce que je trouve que, trop souvent, en politique, il y a des choses qui sont faites pour lesquelles on dirait que c'est fait en comptant sur le fait que le monde ne s'en rappellera pas. Et là, des fois, ça a l'air de marcher, malheureusement, mais je pense que ça ne marche pas tout le temps, et il y a des preuves de ça, concrètes. Et moi, évidemment, mon travail de député de l'opposition, c'est de m'assurer de maintenir cette mémoire collective pour que, justement, il n'y ait aucune décision qui soit prise en ayant confiance que les gens ont oublié, en disant : Ah! ça, ça sera populaire, ça ne sera pas populaire. Ça n'ira pas dans l'intérêt des gens, mais, tu sais, on le fait, puis, à un moment donné, le monde... dans deux, trois ans, qui c'est qui va s'en souvenir?

Alors, je le dis en adressant ça, dans un premier temps, aux collègues députés du gouvernement et ministres, parce qu'on dirait que, cette session-ci, c'est la saison des vidanges, c'est-à-dire que, hein, première année d'un deuxième mandat, c'est comme le temps où est-ce qu'on brise des promesses, prend des décisions impopulaires en se disant : Bien, on le fait tout en même temps, on sort toutes les vidanges en même temps, comme ça, le monde ne saura plus exactement qu'est-ce que ça sent, il va y avoir un peu de la confusion, puis, à un moment donné, on va oublier, le vent de fraîcheur va comme, disons, balayer tout ça, puis on va pouvoir... on va regagner un capital politique perdu avec ces décisions impopulaires.

Je dis que c'est un peu le cas, parce qu'en ce moment, mettons, bien, c'est aussi la saison dans laquelle Internet haute vitesse n'est pas encore branché dans toutes les régions du Québec, alors que c'était une promesse-phare qui devait être réalisée dans le premier mandat. Évidemment, moi, je suis content du fait que le gouvernement ait reculé sur le volet autoroutier du troisième lien. Ça, c'est une bonne chose. Je pense que c'est une décision qui est responsable, mais, en même temps, ça aurait été encore plus transparent d'annoncer qu'ils allaient le faire avant la dernière élection. Il y a beaucoup de gens qui sont déçus, mais ils se disent sûrement... En tout cas, ils semblent se dire que c'est juste... on essaie d'imaginer, pas toujours facile d'avoir accès à l'intériorité de nos collègues, tu sais, en disant : Qu'est-ce qu'ils veulent vraiment? Ça fait qu'on ne peut pas le supposer, mais, des fois, on peut quand même avoir une opinion sur ce qu'on dirait qui se passe à l'intérieur de leur intériorité. Mais bref, là, ils se disent peut-être : Ah! les gens ont oublié. La question du salaire, de la hausse du salaire des députés, qui n'est pas faite par un comité indépendant et exécutoire, ça aussi, c'est le genre d'affaires : début de mandat, on s'en débarrasse, les gens ne s'en souviendront pas.

Mais je veux rappeler à mes collègues que les gens vont s'en souvenir et je vais donner pour exemple quelque chose qui sont des politiques qui ont été nocives pour les régions du Québec, mais qui ont été faites par le précédent gouvernement, représenté aujourd'hui par les collègues de l'opposition officielle. Il y a beaucoup de choses qui ont été faites, puis, tu sais, ça a été fait probablement, à ce moment-là, je pense, avec des intentions... tu sais, on entendait le premier ministre de l'époque dire quelque chose comme : Là, c'est dur, mais, à un moment donné, on va en voir les fruits puis ça va être bénéfique. Sauf que ce n'est pas ça qui s'est passé, puis aujourd'hui, je pense que tout le monde le constate.

Il y a eu, au niveau du... au moment du dernier gouvernement... puis, tu sais, en 2014 puis en 2015, à partir de cette période-là, énormément de compressions qui ont affecté les régions du Québec, compressions de 300 millions dans les transferts aux municipalités, compressions de 300 millions, à cette époque-là, c'est quand même extrêmement grave. On sait comment les municipalités, surtout les municipalités rurales des régions du Québec, n'ont pas des grosses sources de revenus, puis ils ont beaucoup de misère à avoir des projets de développement, à assurer les services puis même à rémunérer leurs élus, ce qui cause aussi des problèmes de disponibilité et d'attractivité pour ces postes-là, des problèmes qui sont beaucoup plus réels que les problèmes d'attractivité pour devenir député à l'Assemblée nationale, là. Parce que dans les 125 comtés, 125 élections qu'il y a eu, il y a toujours cinq à 10, des fois 15 candidatures qui se présentent. Si on avait ça pour les postes de conseillers municipaux de la ruralité du Québec, je vous dirais que ça ferait toute qu'une vigueur à la démocratie municipale. Donc, couper 300 millions, ça n'a pas été un super coup de circuit.

La fermeture des conférences régionales des élus, 40 millions de dollars... c'étaient des lieux pour donner du pouvoir aux régions, des lieux de concertation où ils pouvaient par eux-mêmes dire : Qu'est-ce qu'on va faire avec ça? Qu'est-ce qu'on veut? Comment on voit notre avenir? Comment on veut que ce soit fait? C'était une façon de faire en sorte que les décisions ne soient pas toujours prises à distance par des élus de l'Assemblée nationale qui ont une vision peut-être des fois incomplète de la réalité.

Alors, c'est ce que, dans un premier temps, je voulais dire, mais ne vous inquiétez pas, il y en aura pour tout le monde. Je reviens.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au ministre.

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bien, écoutez, je ne peux pas être plus d'accord sur plusieurs sujets que mon collègue a évoqués. Il est vrai que le précédent gouvernement a été particulièrement mauvais pour les régions. Puis c'est ironique, je dirais même, pour satisfaire le collègue, orwellien, de... que d'entendre le collègue maintenant dans l'opposition faire valoir que son parti, qui est presque 100 % urbain, a cette grande écoute rurale. Ça me saisit à quel point c'est... L'image est frappante.

Il est vrai, les transferts ont fait très mal dans les différentes municipalités, dans différentes régions. On s'en fait encore parler. Nous, bien sûr, on a transféré le point de TVQ aux municipalités. On a tenté un grand rattrapage de financement des différentes régions, parce qu'effectivement on est le parti des régions. Puis, quand je pense... Juste les CLD, là, je l'ai évoqué tantôt, Mme la Présidente, mais juste les CLD, là, le tort a été immesurable, à quel point ça a démobilisé nos régions. Là, on est en train de reconstruire ça, heureusement, puis heureusement qu'on est un gouvernement efficace parce qu'on le reconstruit rapidement.

Puis les effets de levier, là, puis j'en ai parlé un peu dans le dernier bloc, les effets de levier, on commence à les voir, là. Il y a plus de dossiers, ce n'est pas juste le même nombre de dossiers qu'on finance avec plus d'argent, là, c'est plus de dossiers. Ça, ça veut dire qu'il y a quelqu'un sur le terrain, là, des grands acteurs de développement économique, là, qui travaillent à tous les jours pour ramener des dossiers puis les faire approuver, là, vraiment, c'est tout à leur honneur. C'est incroyable ce qu'ils font.

• (11 heures) •

Où est-ce que je suis moins d'accord avec le collègue, bien, c'est sur l'Internet haute vitesse. Là-dessus, tu sais, faisons un petit rappel, là. En 2003, le gouvernement libéral de M. Charest, à l'époque, avait promis l'Internet haute vitesse. Puis là on l'attendait, là, puis les régions, on se croisait les doigts, puis ils se disent : Ah oui! On a de besoin. Parce que, si on veut occuper le territoire, Mme la Présidente, bien, comment qu'on peut faire compétition avec la planète si on n'a pas accès à l'Internet haute vitesse? Puis pendant 15 ans, 15 longues années, les régions ont attendu le déploiement de l'Internet haute vitesse

Puis arrive le gouvernement de la Coalition avenir Québec en 2018, le collègue d'Orford... est confié le mandat de l'Internet haute vitesse. Puis, bien, dans le bout d'un mandat... Ce n'est pas 100 %, parce qu'il y a deux, trois, là, petites connexions à faire, puis on attend encore la finalité de certains contrats, là, mais on est presque à 100 % des gens qui sont branchés. Puis, avec la connexion Starlink puis les crédits qu'on donne pour les Starlink, c'est plus de 100... C'est le 100 %, là, il est vraiment, vraiment là.

Donc, moi je suis confiant pour dire qu'on a livré la marchandise dans l'Internet haute vitesse en région, puis à un point tel où est-ce que, dans la dernière campagne, bien, le député d'Orford a été tellement bon qu'il s'est fait confier le mandat du cellulaire, parce que c'est important. Ce n'est pas parce qu'on vit en région qu'on devrait être traité comme un citoyen de deuxième classe. Puis ça, le dernier gouvernement l'avait oublié. C'est une des raisons qu'il est un des derniers à rester en région. Puis nous, on l'a bien compris que les régions sont structurantes pour l'avenir. C'est important pour l'occupation du territoire, mais c'est aussi important pour l'avenir de... le sentiment d'appartenance, la protection, l'étalement urbain. Tout ça est tout branché ensemble. On doit avoir des régions fortes, si on veut avoir un Québec fort, puis nous, on l'a compris. Puis si on veut un Québec fort, qui exporte, qui est capable de tirer son épingle du jeu dans le monde, bien, ça prend une connexion moderne à l'Internet mais aussi du cellulaire.

Alors, je trouve le... mon collègue sévère sur son constat de l'Internet en région, parce qu'on l'a fait relativement rapidement, considérant que ça avait été promis pendant 15 ans. Puis dans les quatre ans de notre mandat, là, je vous dirais, là, à quelques personnes près, on est tous branchés sur l'Internet haute vitesse, puis ça, c'est... tout le crédit va à l'adjoint parlementaire du premier ministre de l'époque puis l'actuel député d'Orford. Il a fait un travail important pour brancher les personnes en région. Puis je dois le dire, on est les champions, Mme la Présidente, en connectivité haute vitesse au Canada, au Québec, grâce à cette initiative-là.

Donc, je dirais que le collègue est un peu sévère, mais je suis tout à fait d'accord avec son constat, à quel point le dernier gouvernement libéral était mauvais pour les régions. Même s'il y avait plein de gens en région, manifestement, ces gens-là n'avaient pas les coudées franches, à l'intérieur de leur caucus, pour faire avancer ces dossiers, ce qui n'est pas le cas chez nous. À la Coalition avenir Québec, les gens de la région, bien, ils ont un caucus régional, ils ont des constats, ils sont écoutés puis ils ont la chance de faire valoir leurs enjeux qui sont uniques à eux, qui les touchent eux seulement, et on en est fiers.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au député de Saint-Jean.

M. Lemieux : Merci, Mme la Présidente. Vous ai-je dit, Mme la Présidente, combien j'apprécie les interpellations, parce que j'ai l'impression d'avoir une conversation, ce que réfutait à hauts cris l'ancienne députée Mme Dorion, on peut la nommer, en disant que c'était un jeu de cons ou un dîner de cons parce qu'on ne se parlait pas et on ne s'écoutait pas. J'avoue que certaines sont pires que d'autres, mais j'apprécie l'occasion de rebondir, par exemple, sur ce que le député de Jean-Lesage vient de nous dire au sujet des CRE. Parce qu'il faut que vous sachiez que moi, je suis régionaliste parce que je suis nationaliste, puis vous allez comprendre où je m'en vais, comme vous un petit peu, inquiétez-vous pas, ça va être pertinent.

Avant les CRE ou pendant les CRE, certaines régions plus... je n'ose pas dire dynamiques, mais à l'époque j'en étais très fier, comme le Saguenay—Lac-Saint-Jean, avaient même... pas inventé, mais adapté la formule à un CRCD, conseil régional de concertation et de développement. Il faut dire qu'à l'époque, il y avait des gouvernements qui étaient très forts sur la concertation, les grands rendez-vous, les grands sommets, et ça allait bien dans le vocabulaire, mais, au final, le CRCD, M. le député de Jean-Lesage, c'était comme un gouvernement régional. Puis à l'époque, moi, j'étais étudiant en études régionales, pas régionaliste pour rien, j'ai complété les... la partie cours de cette maîtrise en études régionales que je n'ai jamais pu compléter parce que j'avais trop d'ouvrage à la shop, mais, pour en revenir à l'étude régionale, le gouvernement régional, pour moi, c'était quelque chose qui était hyperimportant parce qu'on donnait une structure régionale où on pouvait se faire entendre, M. le député de Pontiac, puis on pouvait se faire comprendre parce qu'on s'était entendu entre nous d'abord. Et après s'être entendus entre nous d'abord dans

la région, avec les priorités qui vont avec, avec tout ce que ça suppose de discussion et d'arbitrage, bien, on arrivait à des résultats que je considérais très importants. C'est là que j'ai appris le régionalisme, mais on ne peut pas ou on peut difficilement être régionaliste, si on n'est pas nationaliste, ce que je suis fièrement. Je vous ai dit tout à... fin de la parenthèse sur... rebondir sur votre CRE de tout à l'heure, et je suis d'accord avec les dommages que ça a créés moi aussi.

Pour en revenir aux zones d'innovation, dont je vous ai promis de parler, c'est qu'il y a eu la naissance, et on va voir si on va accoucher, ça a l'air paradoxal comme ça, mais le processus de reconnaissance, par le gouvernement, du Québec d'une zone d'innovation, bien, c'est un processus assez long, qui a trois étapes fondamentales et assez considérables. Et moi, je suis particulièrement fier de la nôtre, parce que, quand on a commencé à travailler sur une zone d'innovation dans le Haut-Richelieu, il y avait déjà la structure nécessaire pour le faire. On avait plusieurs compagnies, plusieurs entreprises, plusieurs éléments forts dans la région qui militaient en fonction d'une zone d'innovation en sécurité civile et publique, mais on ne savait pas vraiment dans quelle mesure on devrait être hyperspécialisé ou pas trop.

Puis en même temps, vous savez, une zone d'innovation, et ça, c'est l'idée ou même, je pourrais dire, le rêve du premier ministre, parce qu'il voulait voir des Silicon Valley dans toutes les régions du Québec, avec tout ce que ça implique, moi, j'ai embarqué là-dedans parce que je me suis dit : Voilà une façon de donner aux régions que j'aime tant. Puis... dont je vous parlais avec amour, de donner une mission, d'être capable de dire : Nous, on va faire notre part au Québec, mais, en plus, on va avoir une distinction particulière dans un domaine particulier. Ce n'est pas une grappe comme dans le temps du ministre Tremblay, ce n'est pas un pôle comme dans le cas de quelques compagnies. C'est vraiment la mission régionale en développement économique, et pas exclusive, mais surtout là-dedans.

D'ailleurs, il y en a deux, en ce moment, d'annoncées, et il y en a plusieurs qui s'en viennent : Sherbrooke, avec le développement, avec IBM, d'un ordinateur quantique, qui va prendre des années, mais qui représente des investissements fondamentaux fabuleux, et Technum aussi, à Bromont. Ça, c'est les deux zones qu'on a, mais il y en a plusieurs qui sont à l'étude, dont la mienne... non, ce n'est pas la mienne, dont celle du Haut-Richelieu en sécurité civile et publique, qui a déjà permis qu'on travaille très fort ensemble pour la synergie que ça impose, l'espèce de... puis c'est pour ça que je vous disais que j'allais aboutir quelque part, M. le député, l'espèce de logique de : on travaille ensemble, on se concerta, on a de la synergie qui évolue, et les gouvernements arrivent au moment opportun pour dire : Voici, vous avez tout ce qu'il faut maintenant pour grandir.

Dans le cas d'une zone d'innovation, c'est exactement comme ça que ça fonctionne, et, avec un peu de chance, avant la fin de cette année, on pourra voir si la zone d'innovation du Haut-Richelieu en sécurité civile et publique passe l'étape de la troisième étape, et dernière, avant la reconnaissance officielle. Mais ce qu'il y a de beau avec ça, c'est que, même si on n'était pas reconnu... ce que je n'espère pas, là, mais, même si on n'était pas reconnu comme zone, tout le travail qui a été fait, il a servi. Non seulement il a servi, mais... Par manque de temps, je vais vous réserver les détails pour tout à l'heure, mais le gouvernement était victime de son succès avec les zones d'innovation, et ça va tellement bien qu'il a fallu créer une sorte de... ce n'est pas un prix de consolation, c'est méchant de le dire comme ça, mais de deuxième étape pour être capable de profiter de cette synergie régionale là que j'aime tant.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Nous allons débiter la quatrième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Pontiac.

M. Fortin : Merci, Mme la Présidente. Le ministre délégué à l'Économie, tantôt, nous a dit : Je m'adressais au mauvais ministre. La job du ministre de Développement économique régional, là, c'est de comprendre les priorités régionales, de comprendre comment les gens vivent en région puis de transformer ça en politiques publiques. C'est ça, sa job, c'est d'être la voix des régions. Puis, si le ministre de l'Agriculture n'est pas capable de faire la sienne puis d'arriver avec des programmes adéquats, bien, je suis convaincu qu'un ministre du Développement économique régional à son affaire va entendre cette préoccupation-là des chambres de commerce locales. À chaque fois qu'il va aller dans une chambre de commerce locale, il va l'entendre que ça ne fonctionne pas en agriculture. Puis c'est sa job de prendre ce message-là puis de le transformer en politiques publiques. Si le gouvernement de la CAQ marche en silo puis qu'il laisse le ministre de l'Agriculture faire n'importe quoi, ça leur appartient, mais c'est un échec à leur job.

L'autre enjeu qu'ils vont entendre beaucoup, beaucoup, beaucoup dans les chambres de commerce régionales, ces jours-ci, c'est la foresterie, Mme la Présidente. Puis je veux qu'on en parle parce que, pour la vitalité économique des régions, chez nous, à Fort-Coulonge, à Maniwaki, au Saguenay, au Lac-Saint-Jean, en Abitibi, dans le Nord-du-Québec, en Gaspésie, dans... la foresterie, là, c'est majeur. C'est au coeur de l'économie. Puis voici ce qui est en train de se passer en ce moment.

Le Forestier en chef est venu en commission parlementaire, il y a quelques semaines, puis il a dit que 35 % des peuplements sont mal entretenus au Québec. 35 % des peuplements forestiers sont mal entretenus. Ça veut dire qu'ils sont en sérieuses difficultés, Mme la Présidente, et qu'ils n'atteindront pas leur plein potentiel. Ça, ça veut dire que nos usines forestières n'auront pas le plein potentiel de la forêt. Puis le gouvernement, à son crédit, je lui lève mon chapeau, met des sommes de côté pour faire de l'éducation de peuplement, pour faire de l'entretien de ces arbres-là qu'on plante, hein? Il se met un budget pour le... pour planter des arbres puis il se met un budget pour l'entretenir.

Son budget pour planter des arbres, il n'y a pas de problème, il le dépense, il en plante, des arbres, bravo, mais il ne s'en occupe pas. Son budget pour les entretenir, il le dépense à 70 %, Mme la Présidente. Il ne le dépense pas, puis ça, ça mène justement à des peuplements forestiers, là, qui sont en mauvais état partout au Québec. Et qu'est-ce qu'il est venu nous dire, le Forestier en chef? Il est venu nous dire : Bien, il va falloir faire une révision des possibilités forestières. Il va y avoir une incidence, oui, sur les rendements. Il va y avoir une incidence, oui, sur les possibilités forestières. Nos usines dépendent de la possibilité forestière.

Moi, dans mon comté, Mme la Présidente, il y a une usine qui a ouvert le mois dernier, il y a une usine qui a ouvert à Rapide-des-Joachims. Ça, c'est un village, là, il n'y en a pas d'autre, hein? Là, il y a un dépanneur, une station-service puis il y a la scierie. En matière de développement économique, là, c'est à peu près ça. Il y a un camping, il y a une petite industrie touristique, mais, de façon générale, là, la scierie, c'est le coeur économique du village. Elle était fermée depuis 10 ans, elle a ouvert le mois dernier. Mais, en même temps... Elle a ouvert sans aide gouvernementale, je le souligne.

• (11 h 10) •

Et le jour où ils ont ouvert, Mme la Présidente, savez-vous ce qu'ils ont appris après avoir fait tous les investissements nécessaires? Que le Forestier en chef, bien, il devait couper leurs garanties d'approvisionnement. Donc là, on a des industriels qui font des investissements majeurs, mais le Forestier en chef n'a pas d'autre choix que de leur dire : Désolé, tu ne pourras pas couper tout ce que tu veux couper, tu ne pourras pas produire tout ce que tu veux produire, tu ne pourras pas employer autant de monde que tu veux employer, parce qu'on est obligé de couper ta possibilité forestière parce que le gouvernement ne s'occupe pas de ses forêts, Mme la Présidente. C'est ça que le Forestier en chef nous dit. J'espère que le ministre du Développement économique régional, là, travaille sur cette question-là. J'espère qu'on ne travaille pas en silo puis que ce n'est pas laissé uniquement au ministère de la Forêt. J'espère qu'il y a quelqu'un, dans le monde du développement économique régional, qui entend ce message-là qui vient des chambres de commerce locales, qui vient de nos industriels forestiers.

Mme la Présidente, cette semaine, la Fédération québécoise des coopératives forestières, s'il y a du monde qui travaille en ruralité puis en région, c'est bien eux autres... il nous a dit : Si la situation perdure, la conséquence sera de réduire la productivité des forêts en qualité et en quantité de fibres, et, à terme, c'est la pérennité des approvisionnements des usines de transformation qui va être... qui risque d'être compromise. Il nous dit très clairement, là : Faites votre job, s'il vous plaît, sinon, il y a des usines qui vont devoir fermer, qui vont devoir fermer des quarts de travail, qui ne pourront pas maintenir l'activité économique en région. C'est quoi, la réponse du ministre du Développement économique régional là-dessus?

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au ministre.

M. Skeete : Merci, Mme la Présidente. Le collègue entend, quand je lui dis que peut-être il ne s'adresse pas à la bonne personne, que le gouvernement travaille en silo. Ce n'est pas ça que je dis. C'est qu'il s'éparpille, c'est qu'avec sa logique tout est du développement économique.

L'industrie du tourisme, bien, on parle d'emploi, on parle de vitalité économique dans certaines régions puis de... pour certains secteurs, c'est du développement économique. Je ne vais quand même pas m'occuper, à la place de la ministre du Tourisme, de tout ce qui touche les Airbnb, n'est-ce pas, collègue? Si on parle ici de l'industrie porcine, le collègue pose des bonnes questions. Mon mandat à moi et du ministère de l'Économie, d'Innovation et d'Énergie, c'est de s'assurer que les PME ont les outils qu'ils ont de besoin pour réussir. Je ne peux quand même pas m'avancer sur les programmes d'agriculture. Voyons donc! Je pense que les gens qui nous écoutent, les Québécois en général, vont comprendre ça. Ce n'est pas de travailler en silo, c'est d'éviter de s'éparpiller. Puis j'invite le collègue à poser ces questions-là, qui sont fort importantes, à mes collègues. Ils vont avoir les réponses qu'il cherche, puis on pourrait avoir une discussion importante, mais il s'éparpille. On parle de tout et on ne parle de rien avec ces sujets.

Puis moi, je veux revenir sur l'industrie forestière. Puis, là aussi, j'ai une collègue qui travaille très fort pour relever les défis qui sont importants dans le domaine de la foresterie. Il faut se le dire, là, il y a un changement économique important qui se passe actuellement dans le domaine de la foresterie, Mme la Présidente. En ce moment, on doit conjuguer avec un changement, une transformation, puis il y a une matière importante qui n'est plus utilisée. Alors, qu'est-ce... Ça fait tomber le plan d'affaires de cette industrie-là, alors comment qu'on fait pour aider? Bien, on ne reste pas les mains croisées.

J'ai ici, devant moi, là, ça a pris 30 secondes, le collègue avec son iPad peut le chercher tout de suite, j'ai... j'ai simplement rentré «foresterie aide Québec Fitzgibbon Skeete», O.K., puis regardez ce que ça a sorti. On a ici un article : 20 millions pour le secteur forestier gaspésien, ça, c'est daté, le 15 novembre 2001. 9 millions pour moderniser la foresterie québécoise, ça, c'est daté... je ne trouve pas la date, mais c'est... ah! 25 avril 2003. J'ai ici un article : 1 milliard pour sauver les papetières, on a ici la date du 13 novembre 2021. C'est facile à trouver, là, j'ai juste pris les cinq premières, il y en a d'autres, là, mais je ne voulais pas perdre votre temps.

Puis il y a aussi un autre article, aide aux entreprises, des annonces de 365 millions pour la foresterie, et encore une fois daté le 11 juillet 2022. Alors, je pense que ce que le collègue dit, c'est faux, là. On ne reste pas les mains croisées, Mme la Présidente. On est en action, dans tous les domaines, pour aider les secteurs importants de développement économique. Par contre, s'il veut parler précisément de ça, je l'invite à convoquer ma collègue la ministre des Forêts, puis elle aussi serait bien contente de l'aider.

J'aimerais aussi jaser vite, vite... parce que le collègue, quand il dit qu'on travaille en silo, je vais expliquer au collègue comment ça fonctionne, parce que lui, il a déjà été le ministre des Transports. Si lui, durant une interpellation, on lui aurait dit : Bien là, on va parler des mines, parce qu'on le sait, hein, il y a de la roche dans le ciment, bien, je pense qu'il aurait dit, à juste titre : Cher collègue, je pense que vous devez parler au ministre responsable des Mines, si vous voulez parler des roches. Mais ce n'est pas parce qu'il y a des roches dans du ciment que le ministre des Transports va répondre à cette question-là, hein?

Bon, je ne pense pas que c'est de travailler en silo, je pense que c'est de reconnaître que, dans un gouvernement qui a des responsabilités individuelles accordées à chacun des ministres, qu'on a une plus grande connaissance des

choses qui nous touchent directement. Puis moi, c'est avec fierté, là, que j'occupe le rôle de ministre délégué à l'Économie. Ça me permet d'aider mon collègue le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur différents sujets, notamment le développement économique régional. Puis, à ce titre, je me permets de rappeler aux collègues les grands investissements qu'on a faits. Puis tantôt, là, je vais revenir, parce que je veux parler, comme mon collègue, des zones d'innovation, parce que c'était aussi sur mon plan, là, puis je vais en parler tantôt des zones d'innovation, parce que je pense qu'on n'a pas assez soulevé ce projet-là, parce que ces zones d'innovation là sont souvent dans les différentes régions du Québec. Puis j'ai hâte, peut-être dans le prochain bloc, si je n'ai pas une réponse directe à donner au collègue, s'il choisit de jaser le sujet du jour, je vais pouvoir peut-être lui en jaser. Puis, s'il y a des questions sur les zones d'innovation, ça me ferait plaisir aussi de l'aborder dans le prochain bloc, avec plaisir.

Mais on est fiers, nous, d'être un gouvernement des régions. Puis je le vois, à m'entendre, je le vois davantage aussi qu'on est en action sur plusieurs sphères. Puis je pense que le collègue devrait se rassurer, s'il y a une chose que je souhaite pour le collègue après nos échanges d'aujourd'hui, c'est qu'il soit rassuré que le gouvernement du Québec est en action pour nos régions. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. M. le député de Masson, la parole est à vous.

M. Lemay : Merci, Mme la Présidente. Je ne reviendrai pas sur ce que notre ministre vient de mentionner, mais je vais rajouter d'autres éléments pour un peu défaire ce que le député de Pontiac croit, hein?

Le député de Pontiac, lui, croit qu'on abandonne les régions. Moi, je n'adhère pas à sa philosophie. Au contraire, moi, je crois qu'on priorise l'entrepreneuriat. D'ailleurs, on a justement 30 organismes qui sont dédiés à l'entrepreneuriat au Québec, puis, on le sait, en région, ce sont des entrepreneurs. On a juste à voir le dynamisme qu'on a dans chacune des régions. Ce n'est pas tous des multinationales. Plusieurs de ces entrepreneurs-là ont des entreprises de moins de 1 million de chiffre d'affaires, mais, vous savez, c'est quand même de l'entrepreneuriat. Et puis on a un plan stratégique, justement, qu'on a mis en place... le plan stratégique, excusez-moi, c'est 2022-2025, alors c'est le Plan québécois en entrepreneuriat. Et il y a trois objectifs, c'est créer davantage d'entreprises, accélérer la croissance des entreprises et favoriser la réussite et la persévérance des entrepreneurs. Donc, moi, j'adhère à cette mission-là, Mme la Présidente.

Vous savez ce qu'on a fait aussi et lorsqu'on parle... parce que, dans le sujet du jour, on regarde les cinq dernières années, mais vous savez, au courant des cinq dernières années, on a eu à faire face aussi à la relance des centres-villes qui sont hors Montréal, parce qu'en région, on le sait, on a aussi des centres-villes dans chacune de nos régions. Et ce qu'on a fait, durant la pandémie de la COVID-19 et à partir de mars 2020... on l'a vu, il y a plusieurs travailleurs qui ont déserté les centres-villes parce qu'ils faisaient du télétravail, il y avait aussi l'absence des touristes. Et donc on a accompagné ces centres-villes-là pour pallier au manque d'achalandage des commerces de détail, au manque d'achalandage dans les hôtels, dans les restaurants. Et puis ça a été 75 millions qui a été versé, justement, pour la relance des centres-villes du Québec. Puis, parmi eux autres, il y avait 19 grandes villes, puis juste pour mentionner au député de Pontiac, quand on parle de l'étendue de l'aide qu'on a faite, on parle des villes comme Alma, Gatineau, Longueuil, Lévis, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saguenay, Saint-Jérôme, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Georges, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe, Salaberry-de-Valleyfield, Sorel-Tracy, Victoriaville, Shawinigan, Rimouski. Mme la Présidente, c'est un peu partout, ça, en région, si on regarde la carte du Québec.

Et ce que je voudrais vous mentionner aussi, c'est, pendant cette période-là, on a quand même... Et puis je vais vous ramener ici au 31 décembre 2022. C'est 621 millions de dollars qui ont été versés directement aux MRC sous forme de prêts sans intérêts et remboursable. Ça, c'est 102 MRC qui en ont bénéficié. Ça a permis d'émettre environ 17 000 aides financières. Moi, ce que je crois là-dedans, Mme la Présidente, c'est que ce sont des entreprises, comme on l'a dit tout à l'heure, souvent, qui ont moins de 1 million de chiffres d'affaires. Ça représente aussi des entreprises que, souvent, ils ont 10 employés ou moins. Ça représente des entreprises qui sont issues de tous les types de secteurs. On parle de commerce de détail, d'hébergement, de restauration, et elles ont toutes pu bénéficier de cette aide, Mme la Présidente.

• (11 h 20) •

Et la répercussion qu'on a vue avec la COVID-19, justement, sur l'économie, ça a affecté toutes ces entreprises-là, petites, moyennes et grandes entreprises, qui ont fait face à un manque de liquidités. Et ce qu'on a fait, en avril 2020, on ne les a pas laissés tomber, on a fait le programme d'aide aux petites et moyennes entreprises, le PAUPME. Ça, c'était une aide financière, un prêt, on s'en rappelle, d'une garantie de prêt pour un montant maximal de 50 000 \$. Ce qu'on a fait aussi, c'est qu'on a... on les a aidés aussi, ceux qui étaient une région en alerte maximale, ce qu'on appelle le AERAM. Bien, on l'a intégré au PAUPME pour soutenir les établissements qui étaient visés par des ordres de fermeture. Ça a permis aussi de... avec un pardon de prêt non remboursable de 15 000 \$ pour les frais admissibles qui étaient déboursés pour la période de fermeture visée. Puis ça, cette aide-là, elle a été directe. Elle a été appréciée par les entreprises. Ça leur a permis de passer au travers. Il y avait des répercussions sur plusieurs clientèles. Donc, on a rajouté aussi, pour d'autres clientèles, de manière non récurrente, des soutiens additionnels qui prenaient la forme aussi d'un pardon de prêt supplémentaire d'un montant maximum de 10 000 \$ par établissement pour certaines dépenses admissibles. On a aussi fait une aide à certaines entreprises du secteur de tourisme, qu'on appelle ACEST, qui a lui aussi été intégré. Donc, cette aide-là permettait aussi, pour la partie commerciale des agences de voyages, ça permettait de convertir des pardons de prêts de 40 % des sommes qui étaient remboursées en capital et intérêts au cours des 24 premiers mois suivants le début du remboursement, jusqu'à un maximum de 20 000 \$ par établissement.

Donc, on a soutenu toutes les entreprises en région, Mme la Présidente. Je pourrais vous en dire longuement sur toutes les aides qu'on a fait pour soutenir puis, justement, faire en sorte que nos entreprises en région puissent rayonner, mais sachez, Mme la Présidente, que je suis un réel désaccord avec la prémisse du député de Pontiac, et on l'a démontré grandement. Je suis persuadé que nos collègues le montreront aussi lors de la conclusion de cette interpellation.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Nous allons débiter la cinquième série d'interventions. Je cède la parole au député de Pontiac.

M. Fortin : Mme la Présidente, je ne peux pas croire que le ministre délégué à l'Économie, puis c'est correct, là, ce n'est pas le ministre qu'on a interpellé... nous, on voulait parler au ministre du Développement économique régional, mais que le ministre délégué à l'Économie, là, nous dise : Ah! moi, j'en fais, des annonces en foresterie, mais, si vous voulez une réponse à votre question en foresterie, parlez à ma collègue. Non, ça ne marche pas, là. Si c'est vraiment un porteur du dossier de développement économique régional, il faut qu'il connaisse ces dossiers. C'est un dossier stratégique, le dossier de la foresterie au Québec, identifié par le gouvernement du Québec. Alors, moi, je m'attends à ce que celui qui vient défendre l'action de son gouvernement dans les régions soit capable de parler des deux dossiers les plus importants pour les régions : l'agriculture puis la foresterie.

Enfin, Mme la Présidente, dans le portrait de l'action gouvernementale en matière de régions, là, il y a des dossiers... et de ruralité, il y a des dossiers qui sont incontournables. Le dossier du transport aérien régional, le collègue de Saint-Jean tout à l'heure, et je le cite au mot, là : On n'a pas mal fait tout ce qu'on avait à faire. Ça, c'est ce que le collègue de Saint-Jean a dit à propos du transport aérien régional tantôt. Mme la Présidente, janvier 2023, Radio-Canada : «De l'avis de plusieurs, le transport aérien régional ne s'est jamais aussi mal porté.» Jamais aussi mal porté.

Puis là il y a l'ancien collègue, là, l'ancien collègue de Gaspé, qui siégeait à cette Assemblée-là, il siégeait avec le Parti québécois, je ne m'entendais pas tout le temps avec lui, là, mais il dit : «Je ne pensais jamais un jour m'ennuyer du service d'Air Canada, qui était inabordable en termes de prix, mais au moins, l'avion atterrissait.» Il nous dit : «C'est rendu qu'une fois sur deux, c'est impossible de faire un aller-retour à Montréal à l'intérieur d'une semaine en partant de Gaspé.»

Aïe! si on est incapable de faire un aller-retour Montréal-Gaspé en une semaine, là, comment pensez-vous qu'on a fait tout ce qu'on a à faire? Ça, ça ne peut pas être le message que vous envoyez au député de René-Lévesque, qui est supposé de travailler là-dessus en ce moment, lui. Il a un mandat pour travailler sur le transport aérien régional, non? Bien, à date, là, ce n'est pas un grand succès. C'est un échec monumental. Ça n'a jamais été aussi pire. Ça, c'est des gens qui habitent en région, là, qui vous disent ça : Ça n'a jamais été aussi pire que ça l'est en ce moment.

Parlant du collègue de René-Lévesque, le député de Saint-Jean, tantôt, voulait qu'on lui donne la chance de parler du pont sur le Saguenay. Le collègue de René-Lévesque, moi, je l'ai rencontré l'an dernier alors qu'il militait sur le parterre avant de l'Assemblée nationale pour un pont sur le Saguenay. Il y avait des pancartes, il y avait des gens de la région qui disaient : Ça prend un pont sur le Saguenay. Qu'est-ce que le gouvernement attend? Je fais... Pour le faire de façon officielle, je vais reprendre ces mots à lui. Le député de René-Lévesque disait : La solution, c'est le pont, ça prend un pont sur le Saguenay. Ça, il disait ça dans ses réseaux sociaux l'an dernier, là.

Bien, vous savez ce que la Coalition avenir Québec envoie comme message aux gens de la Côte-Nord aujourd'hui? Quand le Parti québécois a proposé une motion pour dire que la construction d'un pont est nécessaire, bien, ils ont voté contre. D'un côté, vous avez un de leurs députés qui dit : La solution, c'est le pont. De l'autre côté, la position officielle du gouvernement, c'est de dire : Le pont n'est pas nécessaire. C'est tout un message que vous envoyez aux gens de la Côte-Nord, hein? D'un côté, vous leur dites en campagne électorale : Aïe! ça prend un pont, ça prend un pont, ça prend un pont. Campagne électorale finie : Non, le pont n'est pas nécessaire.

Dernière chose, Mme la Présidente, que je tiens à aborder, tantôt, on a parlé des pactes fiscaux avec les municipalités, hein? Et le pacte fiscal de 2015, là, comme faisait référence le collègue de Québec solidaire, vous savez c'était quoi, la sortie du premier ministre actuel du Québec à ce moment-là? C'était de dire : Bien, ça n'a pas de sens, ça pourrait faire en sorte qu'il y ait des contribuables qui paient plus en taxes municipales. Bien, aujourd'hui, suite au dépôt de leur Plan pour une économie verte, qu'est-ce qui s'est passé? Les maires et mairesses sont sortis pour dire : Ça n'a pas de sens que le premier ministre du Québec me dise : Augmente mes taxes, parce que moi, je ne paierai pas, puis parce que le gouvernement du Québec ne paiera pas pour tous les projets qu'ils ont besoin de faire pour se protéger des changements climatiques. Ça, c'est le message du gouvernement du Québec, aujourd'hui, aux municipalités et aux petites municipalités, là : Augmentez vos taxes municipales. Wow!

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci beaucoup. Je cède maintenant la parole au ministre.

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Je cherchais, parce que j'essayais de trouver la manière d'expliquer à mon collègue... Peut-être que ce n'était pas comme ça dans son gouvernement, peut-être, effectivement, tu sais, tout le monde tirait sur la couverture de son bord, puis ça expliquerait beaucoup du résultat qu'on a vu. Mais dans notre équipe à nous...

Tu sais, je pense à la visite que j'ai faite, en février dernier, à l'Association coopérative forestière de Saint-Elzéar, où est-ce que j'étais, avec ma collègue la ministre des Forêts, pour annoncer un investissement. D'un bord, elle, elle a annoncé un investissement dans le cadre du programme d'Innovation Bois, puis moi, j'étais là pour annoncer un investissement en lien avec le programme ESSOR, puis tout ça, pour aider le rabotage dans l'industrie forestière, pour augmenter la productivité et d'accroître l'innovation de l'industrie forestière.

Ça, je pense, là... Puis dans la photo, là... C'est le fun, je portais même le même manteau, là, ça fait que, s'il veut, je peux montrer la photo, là, je peux lui montrer ça, là. On était tous les deux là, dans la photo, pour annoncer cette bonne nouvelle là, parce qu'il y a le rôle de l'Économie, puis il y a le rôle du ministère des Forêts, puis je pense que c'est sain que chacun joue son rôle. Mais on ne les fait pas... on ne fait pas ça en silo, Mme la Présidente. On travaille ensemble. Puis ça a l'air d'être un concept totalement étranger au collègue, mais en tout cas, ici, chez nous, là, c'est de même que ça marche. Puis c'était une super belle journée, parce qu'on voyait vraiment les deux mandats à l'oeuvre.

On va revenir au développement... Moi, j'ai la chance d'être à la Coalition avenir Québec depuis le moment où est-ce que le premier ministre actuel avait écrit son livre, puis lui, il rêvait, à l'époque, dans son livre, des zones d'innovation, puis là j'ai la chance de vivre le moment des zones d'innovation. Ça fait que je vais me permettre, dans les cinq minutes qui... ou les quelques minutes qui me restent dans ce bloc-ci, pour parler des zones d'innovation, parce qu'on n'en parle pas assez puis à quel point c'est structurant pour les régions.

Quand on a lancé le projet initial des zones d'innovation, on a reçu 30 dossiers de candidature, puis, d'ici 2028, bien, on prévoit 100 millions additionnels, aux 140 déjà annoncés, pour structurer ces zones d'innovation là. Puis déjà, on s'appuie sur des forces... des acteurs locaux, là, parce que, bien, chaque région a sa force. Quand on pense... Dans le Bas-Saint-Laurent, eux autres, c'est l'eau, là, tu sais, ça fait qu'on le regarde, de voir qu'est-ce qu'on peut faire avec ça. Quand on pense, mettons, à Bromont, qui a été annoncée déjà, bien là, on est dans la haute technologie, là, puis ça, c'est le fun de voir ça. Puis quand on regarde Sherbrooke, avec l'ordinateur quantique... C'est vraiment des zones qui se développent, mais pas plus à Montréal, Mme la Présidente. Puis ce n'était pas écrit dans le ciel, là, que ce serait à Bromont. Ça prend une volonté, une vision gouvernementale.

• (11 h 30) •

Le premier ministre parle souvent de la filière batterie. Ce n'est pas écrit dans le ciel, là, que ça va aller à Bécancour puis à Shawinigan, ça, là. Ça, c'est une vision gouvernementale qui veut donner du pouvoir aux différentes régions. Alors, les zones d'innovation, c'est non seulement cohérent, transparent avec ce que le premier ministre dit depuis près d'une décennie dans sa vision du développement économique régional du Québec, mais on le voit, là, tranquillement, non seulement financé, mais annoncé, puis atterri, là, pour changer des communautés.

Imaginez, là, que vous êtes à Bécancour, là, il y a 10 ans, là... puis on arrive aujourd'hui, puis je vous dis : Aie! Il va y avoir, là, des grands joueurs, là, comme GM, comme Ford. Il va y avoir des grands joueurs comme Posco qui vont venir, là, s'établir chez vous. Votre parc industriel, là, demain matin, là, il va être tellement plein que tu n'auras plus de place. Ton plus gros problème, c'est on les met où, ces entreprises-là. Mais je pense qu'à l'époque on aurait ri de nous, Mme la Présidente, puis je pense qu'il n'y a pas grand monde qui nous aurait cru sur parole qu'on serait capables de faire atterrir une affaire de même. Puis, quand on regarde aujourd'hui, une vision centrée sur le développement économique régional, on arrive à faire atterrir des grands projets qui vont dynamiser les régions.

C'est pour ça que, quand le collègue dit : Cinq ans d'abandon des régions, je ne vois pas... Je ne vois pas le problème, là. Parce que certes, il y a des défis, c'est clair, mais de dire que c'est cinq ans d'échecs, surtout sept, huit mois après une élection où est-ce que le slogan du gouvernement, c'était : Continuons... Les gens disaient : Aïe! Ce que vous avez fait dans les quatre dernières années, on aime ça, continuez. En développement économique régional, je trouve que le collègue est sévère puis je l'inviterais peut-être à... bien, reconsidérer son titre pour les prochaines interpellations, parce que je trouve qu'on peut être plus constructif en cette matière-là, surtout sur ce dossier-là. Alors, voilà. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au député de Saint-Jean.

M. Lemieux : Ça tombe bien, moi aussi, Mme la Présidente, je voulais compléter ce que j'avais commencé à dire tout à l'heure au sujet des zones d'innovation. Et on est là-dessus et on va continuer, le temps de faire une parenthèse pour dire au député de Pontiac que je suis persuadé que le député collègue de René-Lévesque va continuer de réclamer son pont, à juste titre et à juste droit. Et je suis persuadé qu'un jour il va l'avoir. Et le député sait beaucoup mieux que moi, parce qu'il a tellement plus d'expérience en cette Chambre que moi, que ce qu'il citait, c'était une motion sans préavis en parlant de nécessaire, et une motion sans préavis, il sait très bien jusqu'à quel point ça peut partir de tous les côtés et de tous les bords.

Une fois qu'on a dit ça, vous avez raison aussi, ce n'est pas réglé, le transport aérien. Je n'ai pas dit que c'était réglé. J'ai dit qu'on a fait ce qu'on avait à faire dans la mesure où il y a maintenant un programme, il faut le peaufiner. J'ai été, moi aussi, confronté avec des factures énormes avant ce programme là de transport, parce que je faisais l'aller-retour avec la Gaspésie, je faisais l'aller-retour avec le Saguenay. Toutes proportions gardées, pendant ces années-là, les prix étaient aussi fous qu'ils sont maintenant. Et, avec le programme qu'on a mis en place, ce n'est pas tout à fait réglé, mais on a déjà une base sur laquelle on peut travailler.

De retour aux centres d'innovation... parce que ce dont le ministre parlait, et j'en parlais, moi aussi, tout à l'heure, c'est les zones d'innovation. Une des choses qu'il faut regarder... et, avez-vous remarqué, Mme la Présidente, que depuis 10 heures, je n'ai pas... bien, moi, j'ai juste eu deux, trois petits blocs, là, mais je n'ai pas mentionné aucun chiffre, alors qu'on parle de développement économique régional, on parle des régions. Il y en a un que je veux absolument mentionner. En fait, c'est deux comparaisons, parce que ça donne la mesure de ce que c'est, une zone d'innovation, et ça explique l'importance d'une zone d'innovation, qui n'est pas seulement des compagnies, mais qui est aussi du haut savoir, des chaires de recherche, des institutions de haut savoir qui collaborent avec les compagnies, les entreprises pour aboutir avec de l'innovation, de l'innovation appliquée et pas juste de l'innovation théorique.

Et, voyez voir, M. le ministre le disait, il y a eu l'ordinateur quantique à Sherbrooke, le gouvernement a investi 131 millions sur des investissements totaux de 436 millions. Pour l'autre, à Bromont, dont il était question, Technum, M. le ministre, c'était un investissement du gouvernement de 25 millions, l'investissement total, 10 fois plus, 255 millions. C'est ça, l'idée des zones d'innovation, et c'est ça, l'idée de ce que je disais tout à l'heure, des centres d'innovation, à savoir que, si une zone d'innovation comme celle qu'on a dans le Haut-Richelieu n'était pas, entre guillemets, gagnante, c'est-à-dire qu'elle ne recevait pas la reconnaissance officielle du statut de zone d'innovation du gouvernement, bien... Le gouvernement, je le disais, était tellement victime de son succès, dans la mesure où il y avait tellement de

demandes, qu'il a créé ce qu'on appelle des centres d'innovation, c'est-à-dire que, si on ne se rend pas jusqu'au bout du processus, mais qu'on a des bonnes idées et qu'on a des bons partenaires, qu'on a une synergie qui opère, qu'on a tout ce qu'il faut pour que ça lève, mais qu'il manque encore ces millions-là de l'industrie privée et des compagnies privées pour faire avancer ça, bien, on peut quand même travailler. Et c'est comme ça qu'on va recevoir, jusqu'à 2026, donc, pendant les prochaines années, jusqu'à 90 millions. On va investir 90 millions du gouvernement dans ces centres d'innovation là, qui ne seront pas des zones à proprement parler, mais qui vont avoir le bénéfice d'être financés pour continuer de travailler sur cette synergie qu'ils avaient développée. Dans le cas du Haut-Richelieu, je vous l'ai dit, hein, sécurité publique et civile, vous vous en souvenez, je nous souhaite bonne chance, mais au pire, ce qu'on est déjà en train de faire, ça va être vraiment bienvenu pour l'économie régionale.

Vous savez que la plus grande compagnie de vêtements de l'armée, de police et de tout ça, c'est chez nous, Logistik uniforme... Unicorn. C'est chez nous, et personne ne le sait. Et quand on y pense, ces compagnies-là, celle-là en particulier, parce qu'il y en a d'autres, là... il y a Cambli qui fait des véhicules, il y a plein de... des véhicules blindés, des choses comme ça. Il y a plein de possibilités entre ces compagnies-là qui, jusqu'à tout récemment, rivalisaient.

Là, parce qu'on a travaillé sur la zone d'innovation, elles travaillent ensemble dans le contexte de cette demande de zone d'innovation, et, ensemble, ils font des choses qu'ils n'avaient pas prévu faire. Si ça ne devient pas la zone d'innovation, ça va devenir autre chose. Et c'est comme ça qu'on peut se dire que chaque geste du gouvernement, quand on pense aux zones d'innovation et à ces nouvelles créatures que seront les centres d'innovation, comme les pôles et les autres, c'est des coups de roue qu'on donne, c'est des coups d'épaule pour être capable d'avancer et de faire en sorte que l'économie, qui ne va quand même pas si mal, on va se le dire, en tout cas, au Québec, on a encore des chiffres appréciables, puisse percoler partout dans la société et partout dans toutes les régions et, oui, jusque dans la ruralité.

Parce que moi, je suis bien d'accord pour qu'on parle de ruralité, qu'on parle de régions, qu'on parle de développement économique régional, mais, au final, tout le monde a voix au chapitre, tout le monde y a droit. Et moi, je pense qu'en prenant des choses comme la zone d'innovation, on est capables d'aboutir à quelque chose, si ce n'est le grand prix. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Nous allons débiter la... débiter, pardon, la sixième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Jean-Lesage.

• (11 h 40) •

M. Zanetti : Merci, Mme la Présidente. Écoutez, j'entendais le député, tout à l'heure, de Saint-Jean dire : les conférences régionales des élus, c'était des lieux de concertation importants puis tout ça, mais la CAQ ne les remet pas en place. Tu sais, on a beau dire : Ah oui! mais on a de l'argent, on a des programmes, on a des patati, patata, il n'y a pas de lieu de décision.

La CAQ a coupé dans la démocratie. La démocratie des commissions scolaires, ça n'a pas fait sauver une cent, ça n'a pas rendu rien plus efficace. Ça a juste enlevé à du monde des possibilités de faire valoir leur point auprès d'élus qui les représentaient puis qui sont redevables d'eux et non pas du ministère de l'Éducation. Ensuite de ça, la réforme Barrette, qui a centralisé la santé puis qui a causé des catastrophes au niveau de l'organisation des soins, dans les régions du Québec en particulier, avec le projet de loi n° 15, ils sont en train de l'accentuer, de l'aggraver, cette centralisation-là. Alors, tu sais, je pense que la vision de la CAQ par rapport aux régions, ce n'est pas leur donner du pouvoir, et c'est ça qui est problématique. Ce n'est pas de la concertation, ce n'est pas ça qu'ils sont en train de faire depuis cinq ans.

Mais je veux parler d'un sujet aussi largement ignoré, puis je suis étonné d'être le seul à le mentionner comme ça, en fin d'interpellation sur la question des régions, c'est la question du logement. La crise du logement, elle frappe fort au Québec et elle frappe particulièrement les régions. Ce n'est pas un enjeu de grandes villes. Est-ce que vous savez c'était où, la pire hausse, l'an passé par rapport au prix des logements? Ce n'était pas à Montréal, c'était à Rawdon, puis la deuxième, c'était Cowansville, puis après ça, Gatineau, puis après ça, Chambly, puis Prévost. Puis à Baie-Comeau, là, il y avait... il y a eu 11 % d'augmentation. C'est énorme, et les gens qui sont dans les différentes régions du Québec sont en train, en ce moment, de vivre les conséquences graves de ça.

Alors, on peut dire : Ah! l'économie ne va pas pire, les chiffres, le PIB, l'Ontario, patati, patata. Moi, ce que je constate, c'est que les demandes dans les banques alimentaires explosent, l'itinérance augmente puis pas juste dans les centres urbains. C'est à cause de la crise du logement. Comment qu'on peut dire que l'économie va pas pire en regardant les chiffres par rapport à l'Ontario puis en voyant qu'il y a un appauvrissement puis un... les inégalités, au Québec, sont en train de se creuser? Ça n'a pas de bon sens.

Il y a du monde en Gaspésie qui subissent des évictions saisonnières. Ils sont dans leur logement pendant que ce n'est pas la période touristique. Ils se font évincer le temps de faire de l'argent avec les touristes puis Airbnb. Puis après ça, bien là, ah, ils peuvent retrouver leur logement, s'ils n'ont pas décidé de déménager. Aux Îles-de-la-Madeleine, il y a du monde qui déménage à cause de ça. Imaginez devoir déménager deux fois par année à cause que, là, il faut céder la place au tourisme.

La Coalition avenir Québec, elle ne se préoccupe pas de ces choses-là qui sont vraiment la réalité. La chose la plus... qui coûte la plus chère dans le budget d'un ménage, c'est le logement. Ça explose, ça cause des dommages partout, dans l'ensemble du Québec, et ça, les gens sont abandonnés.

Conclusions

La Présidente (Mme D'Amours) : Nous sommes maintenant aux dernières interventions. M. le ministre, vous avez la parole pour 10 minutes.

M. Christopher Skeete

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. On va essayer de faire comme si de rien... Bon, bien, écoute, le collègue a soulevé quelque chose, puis il a parlé des commissions scolaires, puis il dit qu'il n'y a pas personne qui a sauvé avec ça. Ma tête voulait exploser. C'est 800 millions d'économies. À Laval, c'est 55 % d'économie en taxes que les Lavallois ont économisé avec cette refonte-là. Donc, c'est juste... en tout cas, je voulais rétablir les faits.

La centralisation, bien, en fait, en matière économique, dans notre ministère, on a décentralisé les décisions. Avec le FLI puis avec le FLS, les décisions se prennent par les MRC directement. Alors, je voulais juste rétablir certains faits à ce niveau-là.

Vous savez, notre bloc tire à sa fin, mais j'ai eu la chance d'exposer plusieurs choses, en partie qu'est-ce que le gouvernement va faire pour le développement économique. J'ai fait un résumé de quelques mesures-phares qu'on a parlé aujourd'hui. Même si mon collègue a souhaité s'éparpiller un petit peu, je pense qu'on a fait le tour de qu'est-ce que le gouvernement fait en matière de développement économique régional. Que ça soit la relance des centres-villes, que ça soit la décontamination, que ça soit les crêneaux régionaux, et les zones d'innovation, et les FLI, les FLS, j'en passe, notre gouvernement est présent dans les régions, Mme la Présidente.

Puis quand que le député de Pontiac va faire la route vers sa circonscription tantôt, il va sans doute se remémorer du chiffre que j'ai évoqué tantôt, le 307 % d'augmentation dans sa région, d'augmentation d'investissements financiers. Les interventions financières du Fonds de développement économique, des fonds des propres... d'Investissement Québec, qui ont eu grand impact chez lui, je pense qu'il devrait s'en réjouir. En chiffres absolus, là, pour lui, là, c'est 52,4 millions d'augmentation versus une moyenne de 12,9 millions quand que lui était là, quand lui était au pouvoir. Je crois que ces chiffres-là sont suffisants pour démontrer le ridicule, là, du titre de l'interpellation aujourd'hui. Je pense que c'est... je pense, ça dit tout, en fait.

On a également parlé d'Accès Entreprise Québec. Bien, vous savez, nos entreprises sont les piliers de la création d'emplois partout au Québec, on le sait. Ils doivent avoir tout en main les outils, là, pour bien faire leur travail puis avoir les moyens nécessaires pour le faire. On voit la même chose pour tout ce qui est le développement par rapport à les Accès Entreprise Québec, les fameux AEQ. Doté d'une enveloppe de 97,5 millions d'ici 2025, AEQ vise à renforcer les services d'accompagnement offerts aux entreprises. Et chaque entreprise va avoir son propre accompagnateur, hein, parce que, n'oubliez pas, on a financé les ressources sur le terrain.

J'ai parlé des FLI tantôt en réponse aux collègues, mais ça aussi, c'est une enveloppe structurante, décisionnelle, prise localement. Les MRC ont une approche d'accompagnement et de financement complémentaire, puis, quand que ça ne suffit pas, ce montant là, bien, il y a Investissement Québec régional. N'oubliez pas, là, on a refait Investissement Québec pour qu'il y ait une plus grande réflexion régionale pour, justement, aider les entreprises en région avec cette particularité régionale.

Pendant la pandémie, on a déployé le PACTE, le PAUPME, avec différents programmes, puis ça, c'est 14 000 entreprises qui ont été aidées. Il y a 18 700 aides ponctuelles qui ont été accordées pour un total de 1,7 milliard de dollars qui a été accordé. On a été un partenaire à différents égards, là, avec Investissement Québec, les leviers que notre ministère contrôle, et on a fait une grande, grande contribution à différentes entreprises, non seulement en pandémie, mais après la pandémie et avant la pandémie. Puis, grâce à ces investissements-là, grâce à la force économique du Québec, aujourd'hui, on n'a jamais eu un taux de chômage aussi bas, on n'a jamais eu un écart de richesse avec l'Ontario aussi bas, on n'a jamais eu plus de Québécois qui gagnent plus d'argent qu'aujourd'hui.

Nous avons accordé 75 millions pour relancer les centres-villes de différentes régions. On a mis 25 millions pour aider 19 villes à favoriser le retour des travailleurs vers leurs centres-villes, que ce soit Alma, Drummondville, Gatineau, Granby, Lévis, Longueuil, Rimouski, Saguenay, Saint-Georges, j'en laisse, là. Les centres-villes sont le moteur économique, puis on a investi directement pour aider ces municipalités-là à revoir les gens dans leur territoire suite à la pandémie.

On a offert des outils financiers importants, là, que ce soit 320 millions, jusqu'en 2024, pour aider les entreprises à dynamiser leur développement économique. On a fait de la construction d'infrastructures publiques, n'oubliez pas, là, juste avant la pandémie, puis on avait un programme pour aider les villes à rénover et de refaire leurs centres sportifs. Il y a plusieurs régions qui ont profité de cette enveloppe-là pour refaire des arénas ou des centres sportifs. Dans mon cas, à Laval, c'était un centre aquatique. Je me remémore aussi des actions du gouvernement en lien avec l'accompagnement de la ville de Rouyn-Noranda pour favoriser la diversification de son économie, hein? On voulait la sortir de son économie qui était peut-être trop centralisée vers un secteur, mais c'était 10 millions pour décontaminer des terrains puis 4,3 millions pour la mise en valeur du lac Osisko.

On a parlé aussi, tantôt, d'ACCORD, mon collègue en a parlé rapidement. Dans ACCORD, bien, c'est des crêneaux, souvent en région, sectoriels qui visent à mettre en valeur puis de dynamiser des secteurs vers la réussite. Puis qui sait, peut-être certains de ces crêneaux-là vont devenir des zones d'innovation, peut-être ils vont devenir plus, et c'est ce qu'on veut. On veut qu'ils deviennent des éléments porteurs pour leur secteur, leur région. Puis quand que je parle notamment d'ACCORD, bien, évidemment, il y a le financement qui vient avec. C'est 10,3 millions dans le cadre d'ACCORD. Il y a 5 millions pour les crêneaux directement, mais il y a aussi 5,2 milliards pour des projets, puis ça, c'est des projets, dans ACCORD, qui sont gérés localement par des gens en région. Ils prennent les décisions sur les programmes qu'ils veulent offrir, puis nous, on donne les sous et on fera le contrôle des sommes dépensées, mais les décisions sont prises localement. On décentralise des décisions, Mme la Présidente. Donc, je ne vois pas comment qu'on pourrait être plus sensible à la réalité rurale, la réalité de nos régions.

J'ai aussi le plaisir et le privilège d'être responsable de l'achat local. Mais l'achat local aussi, c'est d'occuper le territoire et c'est d'avoir un enjeu régional. Avec le déploiement de produits du Québec, on est très bien positionné pour donner un point de vue important aux Québécois, pour qu'ils puissent savoir quand est-ce qu'ils font des achats

de biens québécois. Imaginez, là, si on pourrait solidifier cette marque-là, produits du Québec, Mme la Présidente, puis on pourrait arriver pour dire à des gens : Ça, c'est un produit 100 % québécois, puis, si vous l'achetez... mais peut-être des fois, des fois, pas tout le temps, mais des fois, il va coûter un peu plus cher, mais quand vous le faites, vous dynamisez une région puis vous allez savoir que vous encouragez l'économie québécoise.

Je pense que les Québécois veulent le savoir. Je pense que, souvent, ils sont prêts à payer un peu plus cher pour encourager un commerçant local, mais j'ai la chance dans mon mandat, moi, d'avoir cette responsabilité-là. Et on va y arriver, Mme la Présidente, à faire le ménage dans ces différentes marques-là de produits du Québec un peu partout, qui manquent un peu de clarté. Puis c'est sûr que dans le panier... le Panier bleu, qui est maintenant dans les mains des privés, hein, c'est maintenant une entité privée, mais on suit de près ce qu'ils font, Mme la Présidente, parce qu'il y a beaucoup d'entreprises québécoises qui n'ont pas la capacité, la maturité organisationnelle pour se lancer dans le commerce au détail. Le Panier bleu, c'est un levier. On finance le Panier bleu pour aider les entreprises à aller vers cette maturité-là qui doit venir avec l'achat, là, en ligne, puis il y en a beaucoup qui font ce choix-là. Alors, je pense qu'on est très présent avec les différentes initiatives du gouvernement.

Puis je parlais tantôt du produit du Québec, ce que j'ai oublié de mentionner, bien, c'est 50 000 produits, là, qui ont été identifiés produits du Québec. Alors, mon souhait, c'est d'arrimer les produits du Québec pour qu'ils soient plus visibles sur la plateforme Panier bleu puis de faire un arrimage pour que les commerçants, marchands du Panier bleu peuvent vendre en tant que Québécois, et nourris, stockés de produits, le plus possible, pas tout le temps, mais le plus possible de produits du Québec puis d'avoir des retombées économiques partout.

Puis ce n'est pas... ça, ce n'est pas pour les gens de Montréal seulement, là. Les gens se... Ce que la pandémie nous a appris, c'est que, quand tu branches les régions avec l'Internet haute vitesse, quand tu ouvres des campus universitaires en région, quand tu as des zones d'innovation un peu partout, tu crées des créneaux d'excellence un peu partout sur le territoire, bien, tu n'es plus obligé d'être Montréalais ou dans le centre-ville de Québec pour avoir un commerce en ligne ou un commerce... une PME qui vend à l'international. Avec les différentes plateformes qu'on met à l'oeuvre, on essaie de créer cette effervescence, cette capacité organisationnelle, mais surtout économique pour renforcer l'économie du Québec.

Puis je vous rappelle, à l'intérieur de la dernière législature, on a passé le projet de loi n° 12 qui vient, pour la première fois, Mme la Présidente, introduire une notion de produits du Québec, une préférence pour les produits du Québec. C'est sûr qu'on est limités un peu par des accords internationaux, mais on vient vraiment, là, se faufiler pour être sûr qu'on peut le plus possible exiger des produits du Québec puis donner la flexibilité à nos sous-ministres de faire le choix du Québec ou de la qualité, souvent, les deux vont ensemble, dans les appels d'offres. Donc, on n'est plus restreints à prendre le plus bas soumissionnaire tout le temps, avoir des produits qui ne sont pas nécessairement de meilleure qualité, qui vont durer peut-être la moitié du temps. On arrive avec des produits faits au Québec, par des Québécois, qui parfois vont coûter plus cher, mais vont sûrement durer plus longtemps. Puis c'est comme ça, Mme la Présidente, qu'on fait du développement économique régional dans ce gouvernement. On met les sommes disponibles, on occupe le territoire, on prépare les gens pour la nouvelle économie puis surtout on investit des sommes historiques dans notre économie pour arriver à nos fins. Merci.

• (11 h 50) •

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Je cède maintenant la parole au député de Pontiac, également pour une période de 10 minutes.

M. André Fortin

M. Fortin : Merci, Mme la Présidente. Merci d'avoir encadré nos travaux aujourd'hui avec toute la rigueur qu'on vous connaît.

Le ministre m'a gentiment invité à reconsidérer mon titre, le titre de l'interpellation, pas le mien, le titre de l'interpellation. Je l'invite gentiment, tout aussi gentiment, à reconsidérer le contenu de ce qu'il nous a présenté aujourd'hui. Parce qu'il y avait des mots, il y avait des mots et il y avait encore des mots de la part du ministre, mais, à travers ces mots-là, il n'y avait pas de réponse. Il n'y avait aucune réponse.

Moi, Mme la Présidente, je suis sidéré que le responsable... disons, coresponsable, on va être généreux, le coresponsable du développement économique régional au Québec soit incapable de parler d'agriculture, soit incapable de parler de foresterie outre dire qu'il a fait des annonces en cette matière-là, qu'on ne réponde pas directement aux préoccupations des gens en région.

On a parlé de transport aérien régional, qui est toujours en haut de la liste de n'importe quelle chambre de commerce régionale que vous allez rencontrer. On a parlé du pont sur le Saguenay, qui est l'enjeu numéro un pour une région au complet. On a parlé d'agriculture, de foresterie, lui nous a parlé de la relance des centres-villes. On lui parle de ruralité, il nous parle de la relance des centres-villes. Je lui lève mon chapeau du côté de la créativité, mais, du côté des réponses aux attentes des citoyens en région, je ne peux pas lui lever mon chapeau. Je ne peux pas lever mon chapeau à ce gouvernement-là qui, dossier après dossier, là, ne se préoccupe pas, ou, s'il s'en préoccupe, ça ne paraît pas beaucoup, des dossiers en région.

Là, dans son énoncé final, le ministre qui est venu nous parler de toutes ses belles initiatives, ce qu'il considère ses succès. Il nous a parlé du Panier bleu. Le Panier bleu, savez-vous combien de monde l'ont utilisé l'an dernier? 7 % des Québécois. 7 % des Québécois ont utilisé le Panier bleu. Combien ont utilisé Amazon, Mme la Présidente? Pas mal plus. Il nous a dit : Ah! savez-vous quoi? On est en rattrapage avec l'Ontario au niveau de la richesse. Je pense qu'il devrait parler à son ministre des Finances, parce que le ministre des Finances, cette année, prévoit que le PIB en Ontario va augmenter de 0,8 % et que le PIB au Québec va augmenter de 0,6 %. Ça, c'est s'en aller dans la mauvaise direction, Mme la Présidente. Ça ne tient pas la route, son affaire.

Alors, tout ce que je veux lui dire, là, c'est que, dossier après dossier, les intérêts des gens des régions ne sont pas représentés par les politiques publiques qui sont avancées par la Coalition avenir Québec. Ils manquent le bateau à chaque opportunité.

Le plus grand dossier en ce moment, là, aujourd'hui, celui qui inquiète les gens quand ils se lèvent le matin parce qu'ils ne savent pas s'ils vont être capables de continuer à payer leurs factures, c'est celui des producteurs de porcs. Celui des producteurs de porcs, ce n'est pas un petit enjeu. Le ministre du Développement économique régional devrait s'en soucier. C'est la cinquième industrie d'exportation au Québec, et elle est juste en milieu rural. Elle n'est pas à Montréal, elle n'est pas dans le centre-ville de Gatineau, elle n'est pas à Laval, elle n'est pas au centre-ville de Longueuil. C'est en ruralité. On ne peut pas abandonner tous ces producteurs-là. Je lui demande.

Il m'a demandé tantôt d'être rassuré à la fin de notre exercice. Il a souhaité que je sois rassuré. Moi, je souhaite que ça bouge de leur côté. S'il veut nous rassurer, qu'il agisse, qu'il arrête de dire aux producteurs : C'est ça qui va être ça, fermez vos portes, on va diminuer la production, qu'il entende le cri du cœur des producteurs de porcs au Québec, qui, par tous les moyens, là, essaient de brasser le gouvernement, essaient de réveiller le gouvernement, essaient de leur dire : Trouvez-nous des solutions, sinon on va le faire nous autres même.

Nous, on ne peut pas juste abandonner, on ne peut pas abdiquer. On ne peut pas dire, du jour au lendemain, là : Bien non, c'est ça qui va être ça, hein, puis, bien, tant pis. Moi, si on dit, demain matin, là, au ministre en face que son comté est aboli, il va se battre. Il va dire : Non, non, écoute, ce n'est pas vrai, on ne peut pas laisser passer ça, on a besoin de ce... c'est mon gagne-pain, entre autres. Mais c'est ça qu'on est en train de dire aux producteurs de porcs, c'est que leur gagne-pain, là, on peut l'abolir sans problème, on peut s'en départir. J'utilise son exemple, mais ça pourrait être... n'importe quel travailleur va se battre pour son travail, pour sa façon de gagner sa vie. Les producteurs de porcs, ils sont en train de se battre, mais ils se cognent à une porte fermée. Ils se cognent à un gouvernement qui a des oeillères. Ils se cognent à un gouvernement qui ne représente pas ses intérêts et donc, Mme la Présidente, qui ne représente pas les intérêts des communautés rurales dans lesquelles ces producteurs-là vivent, élèvent leurs enfants, dépensent et encouragent des commerces locaux. C'est un abandon, une abdication de ses responsabilités totales que de simplement dire : Il va y en avoir moins, c'est ça qui est ça.

Au niveau de la foresterie, là, le ministre a fait un exposé sur les nombreuses dépenses. Moi, c'est ça que j'ai entendu aujourd'hui de la part du ministre en face, là, c'est : Ah! moi, je dépense, je donne des chèques. Mais on a beau dépenser, Mme la Présidente, dans une usine forestière, on a beau encourager une usine forestière, on a beau mettre des programmes pour l'aider, si, à la fin de la journée, il n'y a pas de bois dans la forêt, bien, cette usine-là ne survivra pas. Elle ne peut pas survivre, elle dépend de l'approvisionnement en bois.

Ça, c'est le critère numéro un pour qu'une usine forestière puisse réussir, pour que les travailleurs forestiers puissent s'y épanouir, pour qu'ils puissent avoir des bons emplois en région, c'est qu'on puisse avoir accès au bois. Mais, en ce moment, parce que le gouvernement ne s'en occupe pas, parce qu'il ne dépense pas les sommes... Il dépense 70 % des sommes qui est alloué à l'éducation forestière en Abitibi, au Saguenay puis dans le Nord-du-Québec. Juste ces trois régions-là, c'est 70 % de la possibilité forestière au Québec, puis il ne dépense pas ses budgets. Il ne dépense pas ses budgets et, aujourd'hui, il y a 35 % de la forêt québécoise qui est en mauvais état. Ça, ça va mener à une diminution de l'activité économique en région. C'est ça que ça fait. Tout ce qu'on vous demande, c'est de dépenser les sommes que vous allouez déjà, c'est de vous en préoccuper.

On a parlé du pont sur le Saguenay, Mme la Présidente. C'est une région au complet qui attend, qui attend le gouvernement, et qui attend le gouvernement depuis son élection, qui, à ce jour, n'a pas vu ce dossier avancer d'un iota, pas d'un poil. On en entend parler en campagne électorale, mais dès qu'on arrive ici, dès qu'on arrive au salon bleu, dès qu'on a la chance de se prononcer, de voter sur ce dossier-là, on vote contre, on se prononce contre. On dit que ce pont-là, non, on n'est pas d'accord, ce n'est pas nécessaire. En campagne électorale, on dit : La solution, c'est le pont. Au salon bleu, on dit : Non, ce n'est pas nécessaire.

Le collègue de Jean-Lesage a quand même raison de parler de logement. Il a raison d'en parler parce qu'en région c'est un moyen enjeu. Il y a des villages où le taux d'inoccupation, c'est de zéro. Il y a des villes, en région... En ce moment, à Rimouski, il y a des étudiants acceptés à l'UQAR pour la session de septembre qui n'iront pas à l'UQAR parce qu'ils n'ont pas de lieu pour se loger à Rimouski, parce que le taux d'inoccupation à Rimouski, c'est 0,3 %. Il y a des étudiants qui n'iront pas à l'université où ils ont été acceptés parce qu'ils n'ont pas de logement, Mme la Présidente.

Et la Coalition avenir Québec, au cours de la dernière campagne électorale, avait le plan le moins ambitieux de toutes les formations politiques en matière de logement, toutes, le plan le moins ambitieux. Ce n'est pas un dossier montréalais, ce n'est pas un dossier uniquement montréalais ou de la ville de Québec. C'est un dossier de région, le logement, c'est un dossier de développement économique en région, c'est un dossier de service en région. Puis moi, quand j'entends qu'il y a des jeunes étudiants qui sont incapables d'aller à l'université qu'ils ont choisie, dans le programme qu'ils ont choisi, parce qu'ils ne sont pas capables de se loger, bien, il me semble qu'il y a quelqu'un, au gouvernement, qui devrait se réveiller puis dire : Oui, ça ne marche pas.

La démonstration, Mme la Présidente, qu'on a faite aujourd'hui, c'est que le gouvernement, quand il fait face à des enjeux régionaux, il ne s'en préoccupe pas. Et je ne suis pas surpris, Mme la Présidente, parce que les têtes dirigeantes de ce gouvernement-là, ce sont des gens avec une mentalité urbaine, avec une mentalité de centralisation, avec une mentalité qui ne correspond pas aux priorités des gens des régions.

• (12 heures) •

La Présidente (Mme D'Amours) : Merci. Compte tenu de l'heure, je lève la séance de la commission... pardon, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die. Merci, tout le monde.

(Fin de la séance à 12 h 01)